

# document de travail

août 2007

45

## Analyse rétrospective de la crise alimentaire au Niger en 2005

### Annexe 6. La crise alimentaire à Tondikiwindi

Mariatou Koné

Assistant de recherche : Hassane Moussa

Sous la direction de Jean-Pierre Olivier de Sardan, ([sardan@ird.ne](mailto:sardan@ird.ne)),  
directeur du Centre de recherche en anthropologie / sociologie

LASDEL (Laboratoire d'études et de recherches sur les dynamiques sociales et le développement local), Niamey

Contact : Nicolas Meisel, AFD ([meiseln@afd.fr](mailto:meiseln@afd.fr))

#### Département de la Recherche



Agence Française de Développement 5 rue Roland Barthes  
Direction de la Stratégie 75012 Paris - France  
Département de la Recherche [www.afd.fr](http://www.afd.fr)

# **Analyse rétrospective de la crise alimentaire au Niger en 2005**

---

## **Annexe 6. La crise alimentaire à Tondikiwindi**

Mariatou KONE

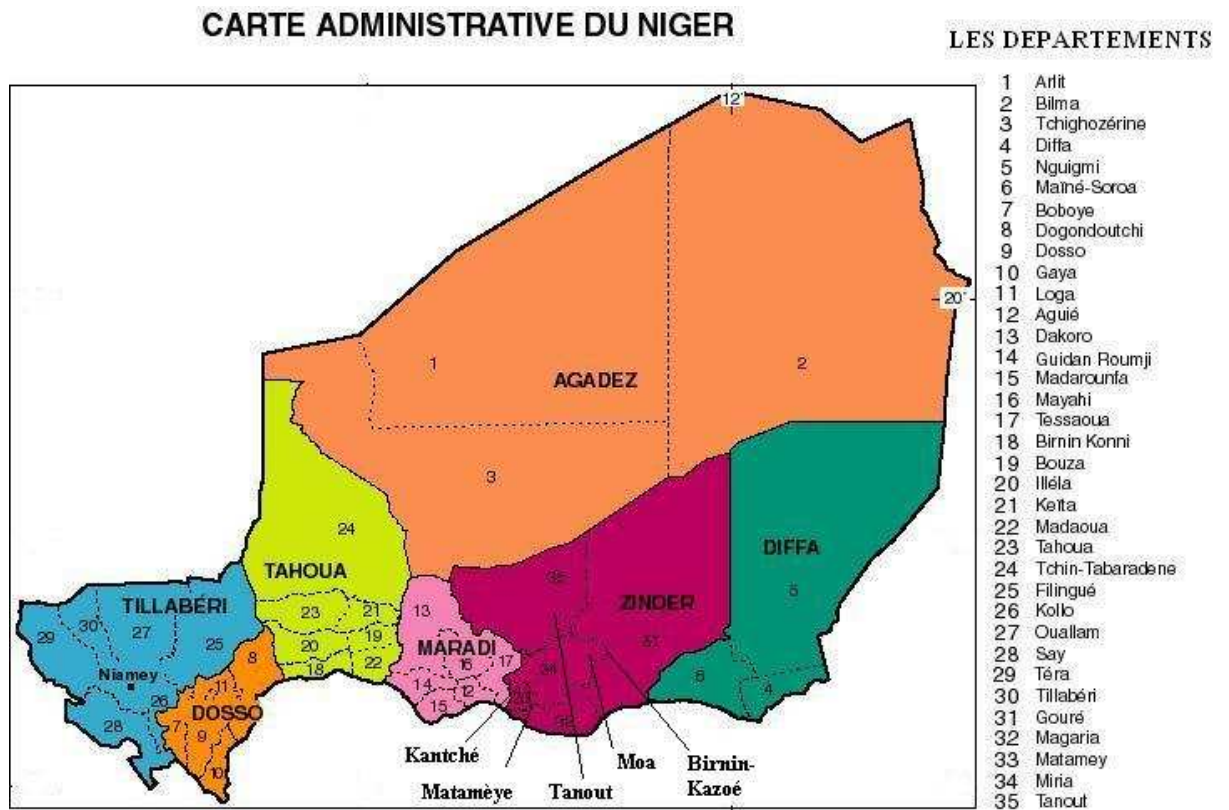
Assistant de recherche : Hassane Moussa

## SOMMAIRE

|  |           |
|--|-----------|
| <b>Introduction</b>  | <b>5</b>  |
| <b>1. Un pic « providentiel » dans un contexte de crises chroniques et de paupérisation « apprivoisée »</b>  | <b>7</b>  |
| <b>1.1. Garo djire, dans les années 1950</b>   | <b>8</b>  |
| <b>1.2. Banda bari, dans les années 1960</b>   | <b>8</b>  |
| <b>1.3. Tombola, dans les années 1970</b>  | <b>8</b>  |
| <b>1.4. Dasey djire ou djabbe kuru, dans les années 1980</b>   | <b>8</b>  |
| <b>1.5. Kaylu badje ize, dans les années 1990</b>  | <b>9</b>  |
| <b>1.6. Dowa djire ou ka iri mama, en 2004</b>   | <b>10</b> |
| <b>1.7. Tabo te dama, actuellement</b>   | <b>13</b> |
| <b>2. Attentisme et débrouillardise : stratégies individuelles et stratégies familiales</b>  | <b>15</b> |
| <b>2.1. Des migrations de survie aux migrations de vie</b>   | <b>16</b> |
| <b>2.2. Koto ou la solidarité familiale</b>  | <b>19</b> |
| <b>2.3. Du système agricole au système agropastoral</b>  | <b>20</b> |
| <b>2.4. Une surcharge de travail pour les femmes</b>   | <b>22</b> |
| <b>2.5. L'aide des projets et d'ONG : un « complément » alimentaire</b>  | <b>23</b> |
| <b>2.6. Un ballet d'opérations ayant parfois créé des confusions chez les populations</b>  | <b>28</b> |
| <b>3. Une situation nutritionnelle peu alarmante malgré le déficit alimentaire chronique</b>   | <b>34</b> |
| <b>3.1. De l'importance des « cultures des femmes »</b>  | <b>37</b> |
| <b>3.2. Le « jardin », bouée de sauvetage pour la famille</b>  | <b>38</b> |
| <b>4. De Madarounfa à Tondikiwindi (Ouallam) : deux situations opposées (le « grenier » du Niger contre l'éternel déficitaire)</b>   | <b>41</b> |
| <b>4.1. Deux groupes ethnolinguistiques et culturels, deux destinées, des pratiques différentes : une crise alimentaire plus ressentie et plus exceptionnelle à Madarounfa</b> | <b>41</b> |

|  |           |
|--|-----------|
| <b>4.2. Une arrivée des secours plus rapide à Tondikiwindi qu'à Madarounfa (Ouallam)</b> | <b>42</b> |
| <b>4.3. Des taux de malnutrition plus élevés à Madarounfa</b>                            | <b>43</b> |
| <b>Conclusion</b>  | <b>44</b> |
| <b>Sigles et acronymes</b>   | <b>45</b> |
| <b>Bibliographie</b>   | <b>46</b> |

Schéma 1. Carte administrative du Niger



## Introduction

Le Niger vit une crise alimentaire depuis le début de l'année 2005 pour certaines zones et depuis la fin de l'année 2004 pour d'autres. Le département de Ouallam et plus particulièrement le canton de Tondikiwindi, dans la région de Tillabéri à l'Ouest du Niger, font partie de ce dernier groupe. Selon le système d'alerte précoce (SAP), Ces zones ont été classées parmi les plus vulnérables du pays. Quels sont les facteurs explicatifs de cette situation ? Comment cette crise tant médiatisée a-t-elle été vécue et gérée par les habitants du village de Tondikiwindi ? Quelle est leur perception de la crise et de la manière dont elle a été gérée ? Quelle en a été l'ampleur ? Quelle est la situation nutritionnelle des enfants (et même des adultes) de ce village ? Peut-on établir une comparaison entre Tondikiwindi et les villages de la région de Madarounfa ? Autant de questions auxquelles tente de répondre ce rapport.

Au plan sociodémographique, Tondikiwindi est un village<sup>1</sup> de 4 095 habitants et de 495 chefs de familles, répartis en 12 quartiers (selon le chef de village) et un groupement peul. Tondikiwindi est majoritairement habité par des Zarma. Ce village est à la fois chef-lieu de canton et de commune rurale<sup>2</sup> : on trouve ainsi un chef de village, un chef de canton et un maire dans le même espace. La commune de Tondikiwindi compte 83 villages ; elle est limitée au Nord par le Mali, au Sud par la commune urbaine de Ouallam, à l'Est par la commune rurale de Balleyara et celle de Dingazi. Le marché le plus important de la commune<sup>3</sup> est celui du village de Mangaïzé, gros bourg situé à 28 km de Tondikiwindi ; le marché s'y tient tous les jeudis.

Le point d'entrée pour aborder la crise a été l'analyse de la production ou des systèmes de production au cours des trois dernières années. Nous avons évité de prononcer les mots crise, difficulté ou famine, afin que l'enquêté ne produise pas un discours standard ou ne noircisse le tableau de la crise. Ce fut seulement en amenant l'interlocuteur à aborder cette période sous l'angle de la baisse de sa production ou de l'invasion acridienne de l'entre 2004-2005 que des éléments de réponse purent être apportés. Pour la plupart des interlocuteurs, les plus pauvres, cette année ne fut pas une année de crise ; ce fut une année comme toutes les autres depuis des décennies. Elle a certes été un peu plus difficile du fait de la médiatisation qui a eu pour effet d'augmenter le prix des denrées, mais l'arrivée des secours alimentaires dans la zone a rapidement dissipé cette difficulté. Ils situent la véritable crise alimentaire davantage en 1974, en 1984 ou encore en 1997. Quant à la question de la malnutrition, elle n'a pas du tout été abordée, ni par les populations, ni par les agents de santé. Ce fut seulement lorsque nous avons attiré l'attention d'une personne sur le sujet qu'elle en a été discuté.

Ce rapport est structuré autour de quatre grandes parties. La première partie décrit le contexte de crises chroniques et la situation de « normalité » dans lesquels vivent les populations de Tondikiwindi depuis la crise de 1974 pour certains et depuis 1984 pour d'autres. La deuxième partie montre comment les populations de Tondikiwindi sont devenues des assistées « chroniques » ; assistées par l'Etat, par les ONG et divers projets de

---

<sup>1</sup> En termes d'infrastructures socio-éducatives et économiques, le village de Tondikiwindi est doté d'un collège d'enseignement général ouvert en 2005-2006, d'une école primaire ouverte en 1962, d'un centre de santé intégré (CSI) de type 1, c'est-à-dire sans maternité, de deux grandes mosquées dont l'une est ouverte tous les jours et l'autre seulement les jours de fête de Ramadan et de Tabaski (mais on compte seulement un imam avec des adjoints), d'une petite adduction d'eau (château) et d'un forage.

<sup>2</sup> La commune rurale de Tondikiwindi a été créée par la loi 2002/14 du 11 juin 2002, portant création des communes au Niger. Le conseil municipal a été installé en 2005.

<sup>3</sup> Il existe quatre autres marchés dans la commune : celui de Tingra situé à 101 km de Tondikiwindi, celui de Taroum (village du maire), situé à 46 km, celui de Maourey situé à 30 km et celui de Céwan situé à 17 km.

développement, et par les moins vulnérables (système de *koto*). La troisième partie essaie de comprendre pourquoi la malnutrition semble peu importante dans cette zone, malgré la situation de déficit alimentaire chronique. Dans la quatrième et dernière partie, une rapide comparaison<sup>4</sup> entre la zone de Tondikiwindi et celle de Madarounfa conduit à expliquer pourquoi la seconde zone, plus « nantie » au plan écologique, semble paradoxalement plus vulnérable en cas de choc.

---

<sup>4</sup> Nous avons mené ce même type d'enquête dans la zone de Madarounfa, supposée être le grenier du Niger. Lors des enquêtes à Tondikiwindi, nous avons été surpris de constater que cette zone chroniquement déficitaire semblait être moins affectée que celle de Madarounfa.

## 1. Un pic « providentiel » dans un contexte de crises chroniques et de paupérisation « apprivoisée »

L'histoire des récentes famines et disettes révèle le caractère chronique que revêt l'insécurité alimentaire depuis plusieurs années, dans le département de Ouallam en général, et plus particulièrement à Tondikiwindi. L'insécurité alimentaire semble s'être installée depuis au moins 50 ans selon des agents du service d'agriculture de Ouallam et depuis les années 1970 ou 1980 selon les habitants du village de Tondikiwindi. Les populations vivent ainsi une situation caractérisée par une vulnérabilité alimentaire structurelle ou quasi structurelle. Cette situation a été en grande partie favorisée par la conjonction de facteurs climatiques défavorables et de la pauvreté qui frappe plus des deux tiers de la population. Dans le canton de Tondikiwindi, « la terre ne manque pas, c'est la pluie qui manque » (le chef de canton). La terre est disponible.

Les habitants de Tondikiwindi vivent selon eux, une situation de crises successives depuis plusieurs décennies, une situation devenue « normale ». Plusieurs crises ont été évoquées, parmi lesquelles les plus récentes : 1974, 1984 et 1996-1997. 2004-2005 n'aura été qu'un pic.

« On s'attendait déjà à une mauvaise récolte à cause des pluies tardives et mal réparties. Les stratégies d'atténuation de cette situation étaient en cours d'organisation lorsque les criquets sont arrivés. » (L'imam de Tondikiwindi).

M., un notable scolarisé et retourné au village en 1983, marié pour la première fois en 1984 et père de neuf enfants, a remarqué la succession de crises tous les dix ans. Il décrit ici ces années difficiles, et ce qui les caractérise en termes de stratégies :

« Déjà en 1984 il y a eu une famine. En 1994, c'est pareil. En tout cas, les années qui se terminent par 4, là je retiens ça en tête. Les années 4 sont vraiment médiocres. Dès qu'il y a 4, il y a des craintes : 1984, 1994, 2004 : tout ça, on ne peut pas oublier... En 1984 il y a eu une grande famine, et pour les personnes et pour les animaux. En 1994, c'est peut-être uniquement pour les personnes, pas pour les animaux ; ce sont les hommes seulement qui l'ont ressenti. En 2004 aussi, ça a concerné seulement les personnes.

Q : Donc quand les animaux sont touchés, c'est pire ?

R : Oui, parce que ce sont les animaux qui sont la vie des gens. J'ai des moutons, j'ai des vaches. Pas plus d'une dizaine...

Q : Quelle est la particularité de 1984 ?

R : En 1984, il n'y avait pas eu de pluie pour que les herbes poussent. Il n'y a même pas eu de manger pour les animaux.

Q : Comment les hommes ont fait pour supporter la famine ?

R : Ils ont souffert, certains ont émigré, d'autres ont quitté et ne sont plus revenus.

Q : Ce que vous avez retenu c'est que beaucoup de gens sont partis pour ne plus revenir ?

R : *Wallahi* ! Il y a beaucoup de gens qui sont partis.

Q : Et en 1994 ?

R : Là, il y a eu des gens qui sont partis, mais ils sont revenus.

Q : Quelle était la principale stratégie de 1994 ?

R : Il y a eu l'intervention des pays arabes qui ont eu à faire des gestes aux populations nécessiteuses, même le gouvernement a eu à le faire.

Q : Et en 2004, qu'est-ce qui vous a marqué ?

R : Là aussi, quand il y a eu l'appel, il y a eu l'intervention du gouvernement avec la vente à prix modéré, on vendait le sac à 10 000 FCFA.

Q : Donc, la principale stratégie de 2004, c'était la vente à prix modéré ?

R : Oui.

Q : Je vais revenir sur l'année 1984. Vous dites que la principale stratégie était l'émigration. Quelle est la leçon tirée de cette année ? Qu'est-ce qui a changé dans le comportement des gens ?



R : Avec l'expérience, on a retenu que si par exemple une année est gâtée, l'année qui suit, si ça réussit, on doit conserver la nourriture, le stock. Avant, s'il y avait de bonnes récoltes, ils ne gardaient rien. Les gens vendaient seulement. Mais après la famine de 1984, les gens ne se hasardaient pas à vendre le peu de stock qu'ils ont.

Q : Donc après 1984, les gens ont compris qu'il faut économiser ?

R : Vraiment, qu'il faut économiser.

Q : Et 1994, qu'est-ce qui a changé ?

R : Ce qu'ils ont pu faire, c'est la récupération des terres. Ils ont essayé et chacun s'est donné (inscrit) pour récupérer les glacis pour augmenter la production.

Q : Et la dernière crise, qu'est-ce qu'on retient d'elle ? En 2004, ça n'a pas changé les comportements ? Donc 2004, ce n'était pas important ?

R : On continue toujours le même système.

Q : Mais l'innovation, c'est quoi ? Qu'est-ce que les gens font maintenant et qu'ils ne faisaient pas avant ?

R : Ils font des demi-lunes dans les champs et amènent du fumier.

Q : Il y a eu des changements au niveau alimentaire ?

R : Il y a le riz, les dons qu'on a eus, c'est seulement ça, l'année passée, 2004-2005...

Q : Et les autres années, c'était quoi les dons dont vous avez parlé ?

R : C'était du maïs et du sorgho. Le riz n'est pas apprécié ici. C'est du dépannage.

Q : Donc le maïs est venu en 1984. Et le riz, il est venu quand ?

R : Le riz est venu l'année passée.

Q : En 1994, qu'est-ce qui était venu ?

R : À part le sorgho, ils ont amené du sucre et du lait en poudre, le *lahada*. »

### **1.1. Garo djire, dans les années 1950**

Cette crise, lointaine dans les mémoires, serait une crise alimentaire survenue vers 1954. On en retient que ce fut l'année où la farine de manioc (*gari*), aliment de substitution que l'on se procurait principalement au Nigeria, fut introduit dans le régime alimentaire.

### **1.2. Banda bari, dans les années 1960**

*Banda bari* signifie « tourner le dos (pour manger) » ou « manger sans partager ». L'absence de solidarité aura été l'élément marquant de cette crise. L'Etat aurait favorisé la vente à prix modéré de céréales. Cette année-là, les plus pauvres mangèrent des feuilles et aliments de cueillette : *anza*, *hasu*, *bagay* et *hanam*. Il est même rapporté que certaines personnes ont fouillé les termitières et les fourmilières à la recherche de graines de céréales transportées par des fourmis ou par des termites.

### **1.3. Tombola, dans les années 1970**

*Tombola* (comme pour la loterie) est une crise survenue en 1974. Cette crise s'est caractérisée par un déficit fourrager : beaucoup d'animaux moururent et des cheptels entiers furent décimés. Les propriétaires d'animaux durent les brader précipitamment en priant qu'ils ne meurent pas avant la vente, la probabilité pour que l'animal survive étant très mince. D'où le nom de *Tombola* donné à cette crise, jeu de hasard où les chances de gagner sont très faibles.

Les hommes aussi souffrirent cette année, du fait de l'absence de céréales. Il semble qu'il y ait eu une campagne de vulgarisation du niébé (*dungunri*) après la crise alimentaire de 1974. Il y aurait même eu une chanson enregistrée dans toutes les langues importantes du pays, vantant les qualités nutritionnelles du niébé, du *dungunri hawru* (pâte de niébé). Le maïs fut également introduit suite à cette crise.

### **1.4. Dasey djire ou djabbe kuru, dans les années 1980**

Lors de la crise de 1984, les populations de Tondikiwindi ont souffert à la fois d'un déficit vivrier et d'un déficit fourrager, conséquence d'une insuffisance et d'un arrêt précoce

des pluies (*zama*). Les hommes auraient été si affamés qu'ils étaient extrêmement amaigris et que leurs vêtements étaient devenus beaucoup trop larges ; cette image traduisant l'ampleur de la crise a donné l'expression *djabbe kuru* (*traîner le boubou ou flotter dans son vêtement*). Les femmes les plus pauvres pilaient<sup>5</sup> le mil pour celles qui en avaient encore, afin d'être rétribuées en argent ou en mil. Certaines allaient à la recherche de bois mort qu'elles revendaient pour acheter du *gari* (farine de manioc). Les hommes les plus pauvres exerçaient de petits métiers : réfection de toits, construction et réfection de maisons, travaux de fabrication de briques en banco (mélange de terre argileuse et de paille ou d'herbe hachée et séchée), salariat agricole... Beaucoup parmi ceux qui avaient des animaux les vendirent (on parle de déstockage des animaux).

« Certaines personnes ont même volé, mais après la famine, elles sont redevenues honnêtes. » (Le chef de village de Mangaïzé).

« Les gens ont tellement maigri que les vêtements flottaient ; ils les traînaient pour demander à manger à tout le monde. » (Le chef de village de Tondikiwindi).

« Nos zones étaient quelques fois approvisionnées par les commerçants qui venaient du pays haoussa. » (Le chef de village de Mangaïzé).

Les pauvres ne s'alimentaient que de *anza* et *hasu* (aliments de cueillette), car il s'agissait là des seules denrées qu'ils pouvaient se procurer. Les moins vulnérables ont souligné que bien que le *gari* soit arrivé dans les années 1950 (*garo djire*), ce fut seulement en 1984 que cette denrée entra véritablement dans leur alimentation. Par ailleurs, l'Etat aurait procédé à la vente à prix modéré de sorgho et de maïs :

« Le Zarma ne connaissait pas le maïs en ce moment. » (Le chef de village de Mangaïzé).

Ce fut également l'année de la création de multiples banques de céréales et du renforcement des stocks à travers le pays.

La principale caractéristique de cette crise en termes de stratégies des populations, fut l'émigration massive prolongée, voire définitive, des travailleurs et parfois même de familles entières ; d'où l'appellation *a posteriori* de *dasey djire*, exclamation signifiant « l'année où les gens se sont éparpillés ou dispersés ». Avant l'exode, de nombreuses personnes vendirent leurs animaux puis quittèrent la zone par « TLM entiers » (camions remorques). Ceux qui sont revenus ont inscrit l'exode saisonnier dans leurs stratégies de survie. Ce fut par ailleurs une période d'introduction du maraîchage dans le système cultural local.

« Avant cette famine, les gens vendaient une partie de leur récolte pour les petits besoins. Avec la crise, on a commencé à diminuer les pratiques ostentatoires<sup>6</sup>. » (Le chef de village de Mangaïzé).

### **1.5. Kaylu badje ize, dans les années 1990**

La crise de *Kaylu badje ize* survint au cours des années 1996-1997, du fait de l'insuffisance des pluies et de leur arrêt précoce.

L'exode temporaire a permis de juguler la crise, les migrants rapportant, à leur retour, argent et vivres. En attendant, la vente d'animaux pour acheter des vivres a été une stratégie palliative. Le *anza*, le *hasu* et le *bagay* furent les principaux aliments de cueillette consommés pendant cette période. Le riz, considéré par les populations comme un aliment de prestige, a

---

<sup>5</sup> Les pileuses : *duru-duru ize* en Zarma.

<sup>6</sup> Depuis la crise, les populations ont pris conscience de l'intérêt de diminuer les dépenses de luxe, les grands investissements, les mariages à grands frais, ..., pour se contenter du strict minimum.

été distribué gratuitement par l'Etat. De plus, un système de récupération ou de régénération des sols lessivés fut institué afin de freiner l'exode. Ce système s'appuyait sur la création de sites à haute intensité de main-d'œuvre (sites HIMO) pour la réalisation de travaux exécutés contre rétribution pécuniaire ou en nourriture (*cash for work* et *food for work*).

#### **1.6. Dowa djire ou ka iri mama, en 2004**

La période 2004-2005 est communément appelée « l'année des criquets »<sup>7</sup>. Cette crise a été estimée comparativement aux trois dernières années agricoles : la saison 2003-2004 (l'année avant l'invasion acridienne), 2004-2005 (l'année des criquets) et 2005-2006 (l'année après la crise médiatisée).

L'« année des criquets » est paradoxalement considérée comme « providentielle », car « grâce » aux criquets (*dowa*), la crise que vivaient les habitants depuis 1984 ou 1996/1997 a été rendue visible et les secours furent relativement rapides. L'invasion acridienne est venue aggraver un déficit déjà prévisible du fait de pluies tardives et de leur mauvaise répartition. Que ce soit depuis 1984 ou depuis 1996-1997, les populations de Tondikiwindi qui ont sombré dans la vulnérabilité et dans la pauvreté vivent une situation de crise permanente devenue normale ; les récoltes sont certes moins bonnes qu'avant le début de la crise permanente, mais les populations s'en sont accommodées. Plus des deux tiers de la population (les *alfukaru*) vivent difficilement au quotidien. Presque chaque année avant la crise et même lors de la saison culturale de 2004-2005, des vers (*djeri-djeri*) et des insectes « plus dangereux et nuisibles<sup>8</sup> que les criquets, ravagent la production de mil surtout ; ils s'infiltrèrent dans les tiges ou les épis de mil. Le criquet met des années pour attaquer, or le *djeri-djeri*, c'est chaque année » (H.Y., 56 ans, du village de Tondikiwindi). En 2004, avant même l'arrivée des criquets, les agriculteurs étaient persuadés qu'ils seraient à nouveau confrontés à une saison de mauvaise récolte, d'abord parce que les pluies étaient arrivées très tardivement (la période « normale » de labour était passée et les émigrations avaient commencé), et ensuite parce que ces pluies se soient arrêtées à la grenaison du mil. Ce fut presque à la même période que les criquets pèlerins arrivèrent un après-midi, « comme un nuage de poussière » (une matrone du village de Tondikiwindi et aussi B., une femme chef de ménage du village de Tondikiwindi, veuve, 42 ans, cinq enfants).

« Les criquets après leur repas voulaient partir, quand il y a eu la pluie. Ils sont restés dans nos champs. Ils ont passé la nuit jusqu'au lendemain midi. Là, ils ont mangé le peu qui restait. Quand j'ai vu mon champ, j'ai voulu quitter le village. » (B., une femme chef de ménage, veuve, village de Tondikiwindi, 42 ans, cinq enfants).

Le fait que les criquets aient passé la nuit dans les champs a été encore plus dramatique du fait des dommages causés aux cultures.

Selon tous les interlocuteurs, cette calamité a davantage touché la partie Nord du canton de Tondikiwindi, au-delà du village de Mangaizé.

« J'ai vu des familles partir avec tout ce qui leur restait : jeunes couples avec un bouc, des marmites, un mortier et un pilon, tenant leur baluchon. Ca veut dire qu'ils vont pour toujours et non pour la saison morte. Ce sont des gros camions qui conduisaient les populations vers Ouallam et peut-être plus loin. » (Un agent d'ONG).

---

<sup>7</sup> Le chef de canton pense que la crise, qui perdure depuis des années, est une manifestation de la colère de Dieu : « Il y a une bonne dizaine d'années que les productions ne sont pas bonnes. C'est parce que les gens ne sont pas sérieux. C'est une punition de Dieu ; Il a bloqué la pluie. Ce sont les péchés qui empêchent l'eau de tomber. Dieu a dit d'être solidaires. Les nantis doivent partager avec les autres, mais ils ne le font pas. Ils attendent toujours que les pauvres viennent quémander, mentir même parfois, avant de leur donner quelque chose ».

<sup>8</sup> Les habitudes culturelles sont telles que les produits phytosanitaires sont peu ou pas utilisés pour lutter contre les maladies des plantes.

Le village de Tondikiwindi n'a pas vécu le même drame : « Au village de Tondikiwindi même, il y a eu l'exode comme d'habitude. Je ne connais pas de familles qui ont quitté. Ici, ils ont appris à survivre avec leurs propres stratégies, ils sont proches de la ville de Ouallam. » (Un agent d'ONG, résidant dans le village de Tondikiwindi).

Si l'émigration a été la première stratégie des populations face à la crise, certaines personnes sont restées sur place et ont contracté de petites dettes quotidiennes auprès des commerçants, ce qui a donné l'appellation *ka iri ma maa* en Zarma, qui signifie « Viens à part, on va s'entendre ».

*Ka iri ma maa* est une appellation de « l'année des criquets », parce que « c'est la période où on a pris beaucoup de crédits en cachette. On ne veut pas que les autres apprennent ça, sinon ils vont gâter les affaires. Il y a des gens qui aiment le commérage ; ils peuvent dire au commerçant « ne lui donne pas, il n'a rien pour rembourser ». Ça, ça peut influencer le commerçant ; c'est pourquoi on se cachait. » (Un jeune du village de Mangaïzé).

Sentant le danger du dépeuplement de son canton (toute la partie Nord, dont la zone extrême est à 105 km du chef-lieu de canton), le chef de canton et quelques chefs de villages et notables « ont alors fait le déplacement à Niamey pour expliquer la situation » (un agent d'ONG) et annoncer leur sinistre « providentiel ».

Un agent de la Cellule crise alimentaire (CCA) serait venu constater les dégâts<sup>9</sup> : « Les criquets avaient mangé tout le mil ; même les herbes qui entouraient les plants ont été mangées. Cette action des criquets était la preuve qu'il n'y aura pas de récolte. Ils (les agents de constats) ont filmé, ils ont photographié ; c'est parti à Niamey. »

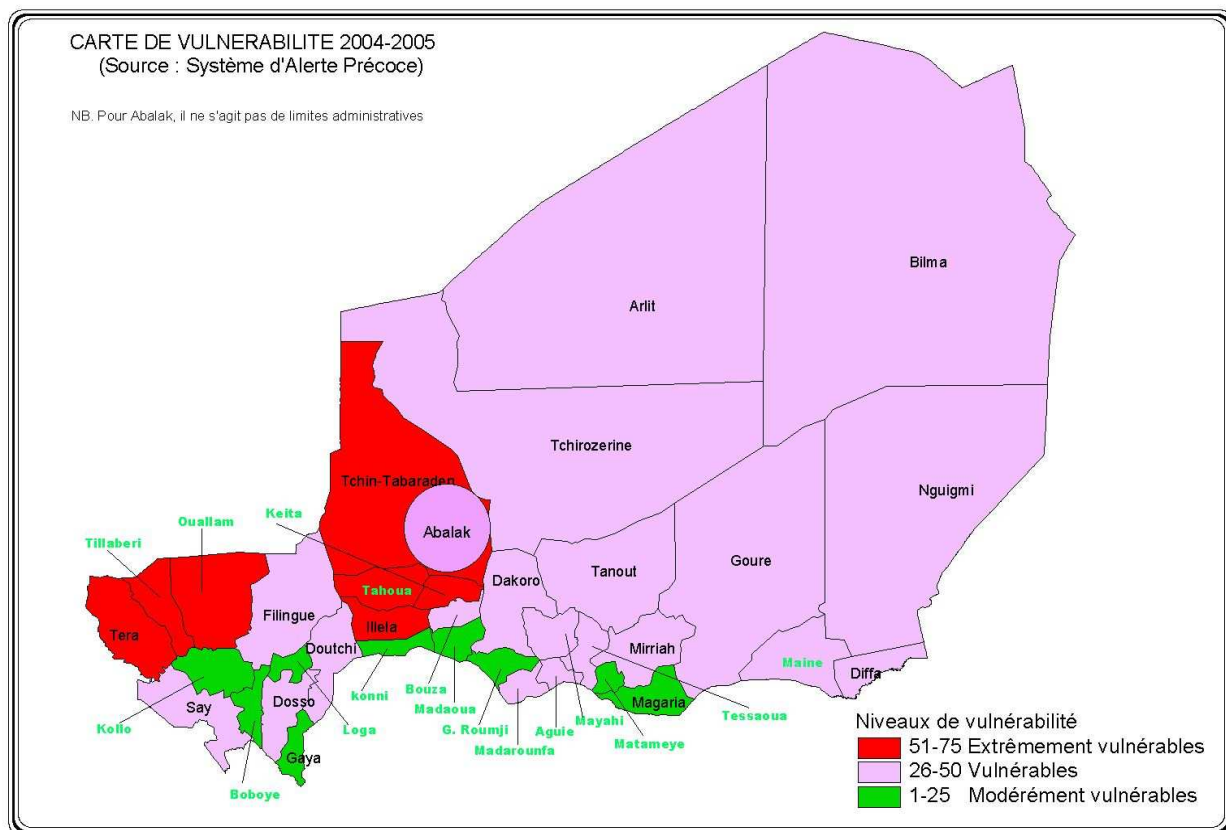
La délégation venue de Niamey aurait recommandé aux habitants du canton de Tondikiwindi de renoncer à une émigration de masse, car l'aide de l'Etat arriverait sous peu.

Le canton a été déclaré extrêmement vulnérable par le SAP comme l'indique le schéma 2.

Schéma 2. Carte de vulnérabilité du Niger, 2004-2005.

---

<sup>9</sup> Selon certaines versions, il s'agirait du « chef de la cellule rattachée au cabinet du Premier ministre, c'est le bureau chargé de la situation alimentaire » (le coordonnateur). D'autres disent qu'il s'agirait d'un simple agent de la CCA, etc.. Toujours est-il que quelqu'un serait venu constater les faits.



Source : Système d'alerte précoce.

L'évaluation de la vulnérabilité alimentaire lors de la première réunion du SAP en janvier 2005, a fait ressortir que neuf des 45 départements du Niger (y compris le département de Ouallam et la zone de Tondikiwindi) étaient en état d'extrême vulnérabilité (de 51 à 75 %), les attaques des criquets pèlerins ayant entraîné dans plusieurs zones des pertes de productions d'intensité variable pouvant aller jusqu'à 100 %.

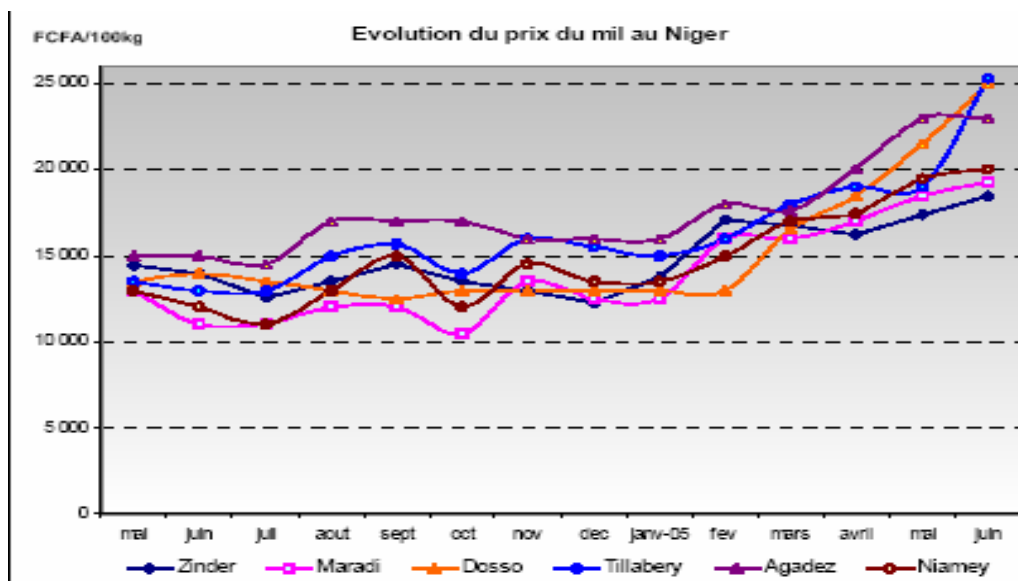
Ainsi, le chef de village de Tondikiwindi affirme que « dès octobre 2004, le prix modéré a commencé ». A cette période, la vente à prix modéré aurait relativement stabilisé le prix de vente des céréales. Néanmoins, cette stabilisation n'a été que de courte durée.

« Les commerçants n'ont pas réagi parce qu'ils savaient que le prix modéré n'allait pas durer. Quand il y a eu les premières ruptures de stock, les prix ont monté un peu. » (Un agent d'ONG).

« Avec l'alerte médiatique dans le pays en juin 2005, les donateurs ont afflué et se sont suivis dans la commune. » (Un agent d'ONG).

La médiatisation nationale et internationale d'une crise devenue nationale (ce pour des raisons autres que celles de l'invasion acridienne), aurait entraîné une flambée des prix des céréales. A Tondikiwindi, ceux qui en avaient les moyens s'associaient pour s'approvisionner à Niamey, la capitale du Niger, distante de 120 km. La disponibilité des denrées n'était certes pas locale, mais elle l'était pour ceux qui avaient les moyens d'acheter ailleurs.

Graphique 1. Evolution du prix du mil sur différents marchés au Niger de mai 2004 à juin 2005



Source : Afrique Verte.

En juin 2005, le prix du mil atteint son maximum sur les marchés de Dosso et de Tillabéri, dont dépendent Ouallam et Tondikiwindi. Le sac de mil de 10 kg est vendu à 25 000 FCFA, voire plus (le chef de canton atteste que le sac se vendait à 30 000 FCFA à cette période) contre moins de 15 000 FCFA à la même période l'année précédente. A Niamey, le même sac coûtait 20 000 FCFA. Les populations de Tondikiwindi qui en avaient les moyens venaient donc s'approvisionner à Niamey. En octobre 2004 en revanche, on remarque que le prix du sac de 100 kg est en dessous de 15 000 FCFA dans la région de Tillabéri, et ce malgré l'invasion acridienne. Au mois de juin 2005, la sonnette d'alarme est tirée pour attirer l'attention de l'opinion internationale. Le sac de maïs coûtait alors 20 000 FCFA au lieu de 10 000 à 15 000 FCFA.

Cette année à la même période, le sac de mil coûte 21 000 FCFA sur les marchés locaux de Mangaïzé et de Banibangou, dans le canton de Tondikiwindi. Bien qu'une baisse de prix ait été observée par rapport à l'année de l'invasion acridienne, il reste relativement élevé par rapport à l'année précédente.

### 1.7. *Tabo te dama, actuellement*

Tous nos interlocuteurs affirment que la souffrance s'est atténuée en 2006, mais que la crise a continué. Selon le maire de la commune de Tondikiwindi, « d'après les données du SAP, il y a 43 ou 44 villages déficitaires à plus de 80 % » sur les 83 villages de la commune. Au moment des enquêtes, les travaux contre nourriture (*food for work*) et/ou argent (*cash for work*) avaient commencé depuis la fin du mois de mai 2006 ; par ailleurs, les populations étaient en attente de semences « que l'Etat, à travers la CCA, devait distribuer gratuitement début juin 2006. » (Le maire de la commune de Tondikiwindi).

« Présentement<sup>10</sup>, un sac de mil coûte 19 000 FCFA à 20 000 FCFA ; ça veut dire que cette année 2006 est aussi une année de crise, même si l'année passée à la même période, le même sac était vendu à 30 000 FCFA. L'an passé, ce n'était même pas disponible, les gens mangeaient le riz. » (Un agent du service de l'agriculture à Ouallam).

<sup>10</sup> Soit au moment des enquêtes en mai-juin 2006.

Si le sac de mil atteignait un prix allant de 19 000 à 20 000 FCFA à Ouallam, il coûtait 21 000 FCFA dans le canton de Tondikiwindi.

Pour conclure il apparaît que, indépendamment de l'insécurité alimentaire chronique, une crise, une disette ou une famine se déclare pratiquement chaque décennie. La sémiologie populaire permet de discerner l'ampleur de la crise (*djabbe kuru*), la principale cause (*dowa djire*), la principale stratégie (*dase djire* ou l'émigration de non retour) et les principaux maux (*banda bari*, ou l'absence de solidarité), etc. Ce recensement des principales crises depuis les années 1950 montre aussi que les populations de Tondikiwindi sont habituées à recevoir de l'aide dès que la situation alimentaire est plus alarmante que d'habitude. Il n'est pas étonnant que l'attente de l'aide soit inscrite dans les stratégies (les travailleurs vont chercher de l'argent tandis que les femmes, les vieillards et les enfants restent à attendre les distributions alimentaires et l'argent pour acheter les vivres à prix modéré ou sur le marché).

## 2. Attentisme et débrouillardise : stratégies individuelles et stratégies familiales

La précarité et le déficit alimentaire chroniques ont conduit les habitants de Tondikiwindi à adopter différentes stratégies selon leur niveau de vulnérabilité, leur pouvoir économique, leur pouvoir politique, etc. Le profil socio-économique des ménages ou des individus permet de les classer en deux ou trois grandes catégories de richesse et/ou de vulnérabilité, qui elles-mêmes sont subdivisées selon l'informateur (chaque informateur, estime la proportion de chaque type ou catégorie d'individus en faisant son classement).

Ainsi, selon le chef de canton, on trouve dans tout le canton de Tondikiwindi deux types d'individus : les *gondakoy* ou *hinakoy* d'une part et les *alfukaru* d'autre part.

« Ceux qui ont les moyens (*gondakoy* ou *hinakoy*), ils ont l'argent, ils peuvent acheter jusqu'à dix sacs de mil. Ce sont les chefs de canton, de village, les gros commerçants et tous ceux qui ont l'argent que Dieu leur a donné, c'est-à-dire ceux qui ont des parents en exode ou qui profitent de leur filiation avec les nantis. »

Les *alfukaru* « ce sont ces personnes qui survivent ; ils cherchent à assurer le quotidien ; ils font de petits travaux ou bien ils vivent de don », ce sont les *tabante* (« ceux qui souffrent »).

Le chef de village de Tondikiwindi, comme la plupart des interlocuteurs du village, classe la population en trois catégories : les *bonwasa*, les *dama-dama* et les *talaka*.

« Les *bonwasa*, ce sont ceux qui ont un peu, qui se suffisent à eux-mêmes (...). On peut les diviser en deux catégories : les intermédiaires entre les *bonwasa* et les *dama-dama* et les vrais *bonwasa* ; les intermédiaires ne cherchent auprès de personne. Il y a ensuite les *dama-dama*, c'est ceux qui ont un peu mais pas beaucoup. Le dernier et le plus grand lot, ce sont les *talaka*, ceux qui n'ont rien. »

Que ce soit d'après le classement du chef de canton, celui du chef du village de Tondikiwindi ou celui de la majorité des enquêtés, la pauvreté est l'une des caractéristiques de Tondikiwindi.

*Alfukaru* (le pauvre), « c'est celui qui n'a pas de réserve alimentaire, qui n'a pas le repas de demain, qui vit au quotidien. » (Maliki H., le demi-frère du chef de canton).

Pour cette catégorie de personnes, plus le manque de ressources est précoce, plus l'on anticipe dans les stratégies. Dans le manque, les *alfukaru* n'ont pas recours aux autres. Ils ne sont pas surpris : ils redoublent d'efforts et supportent plus facilement la difficulté, car de toutes façons, ils vivent au quotidien. Les plus dynamiques de cette catégorie de personnes considèrent qu'ils « mangent leur chair » (*iri hamo no ir go ga ngwa*) à force de vendre leur force de travail, que ce soit pour des recherches de fagots, de chaumes ou de fourrage à vendre, pour la fabrication de briques en banco ou encore pour la participation à des travaux de construction d'une case (la case étant un petit bâtiment souvent couvert de chaume), etc.

On peut subdiviser les *alfukaru* en deux sous-groupes. Premièrement les *talaka*, qui usent de leur dynamisme et utilisent leur force de travail. Selon le chef de canton, ils représentent un tiers de la population et « ils sortent pour chercher à manger grâce à leur travail ». De manière générale, ils se sont endettés au quotidien, mais remboursent également leurs dettes au jour le jour.

« On prenait du *gari* ou du riz à crédit chez le commerçant. Et dès que tu déposes ça à la maison, tu cours en brousse chercher du fagot ou du fourrage à vendre pour rembourser ton crédit, afin de garder la confiance du commerçant, pour avoir d'autres crédits. » (Un jeune de Mangaizé).



Le deuxième sous-groupe réunit les vrais *alfukaru*, ceux qui n'ont rien. Selon le chef de canton, ils représentent la majorité de la population et sont soutenus par les plus riches.

Les *alfukaru* sont « ceux qui attendent que leur femme ou que quelqu'un leur donne à manger. Ceux-là, ce sont les plus pauvres. Ils vivent de mendicité et de dons, d'aide et du travail de leur femme (...). Généralement, ils sont très faibles ; ils ne peuvent même pas labourer un *dumbi*<sup>11</sup>. » (Un jeune de Mangaïzé).

Dans la classification des ménages, on tient compte du pouvoir économique, du pouvoir politique, du nombre de têtes d'animaux et de la capacité à assurer l'alimentation de la famille sur une longue période.

La débrouillardise dans l'attente de l'argent des migrants a été une stratégie importante durant l'année 2004-2005 : certains ont exercé le petit commerce, d'autres des travaux agricoles, d'autres encore des cultures de saison tandis que certains effectuaient de petits travaux dans le village (maçonnerie, recherche et vente de fagots, de chaumes, fabrication de briques en banco, ...). Les habitants de Tondikiwindi n'ont donc pas connu la faim qu'ont connue d'autres zones.

### **2.1. Des migrations de survie aux migrations de vie**

Selon le chef de canton, seulement 20 % des *alfukaru* environ reste sur place. Ce sont eux qui constituent la main-d'œuvre pour les *gondakoy*. La plupart émigrent à la recherche d'activités rémunératrices, d'un emploi saisonnier à l'étranger ou dans le pays. Ils ne reviennent que dans le courant de la saison des pluies, et accusent un retard dans la mise en valeur de leur propre champ.

L'émigration est passée d'une stratégie de survie à un mode de vie. Rares sont les ménages ou les familles qui ne comptent pas de migrants à l'extérieur du village ou du pays. D'ailleurs, avoir un parent à l'étranger est un signe de « richesse », de sécurité sociale et alimentaire, le signe d'un soutien, d'un recours sûr en cas de difficulté. C'est pourquoi chaque famille s'organise pour avoir au moins deux émigrants en son sein (un à l'étranger et un dans d'autres régions ou dans les grandes villes du Niger).

Quand il y a eu les criquets, « le gouvernement a envoyé un message pour dire aux gens de rester, il y aura vente à prix modéré. On s'est concerté dans le village et on a décidé que les jeunes partent pour envoyer de l'argent pour acheter les prix modérés. » (Le chef de village de Tondikiwindi).

Ainsi, l'émigration fut la première stratégie mise en place cette année-là. Les migrants ont été nombreux.

« D'octobre à mai, la majorité des villageois sont partis. Ils sont partis deux ou trois jours après les criquets. On a tous eu peur. Au bout d'un mois, il n'y avait plus personne au village. Certains sont restés en exode. » (Le chef de village de Tondikiwindi).

« Sur les 495 chefs de ménage du village de Tondikiwindi, 57 % sont partis quand il y a eu les criquets. Ce sont les bras valides. Ceux qui sont restés, les 43 %, ce sont les femmes et les vieux. Certains sont partis à l'extérieur du Niger (Mali, Togo, Côte d'Ivoire, Bénin, Nigeria) et d'autres vers les grandes villes du Niger (Niamey, Tillabéri, Say). Ceux qui sont allés vers les villes faisaient des allers-retours fréquents. » (Le chef de village de Tondikiwindi).

Du point de vue du chef de village, deux situations caractérisent l'émigration en 2004-2005 : d'abord le nombre et l'identité des migrants mais aussi la fréquence des allers-

---

<sup>11</sup> Un *dumbi* représenterait environ 100 à 150 m<sup>2</sup>.

retours. En 2004-2005, ce sont 57 % des chefs de ménage et 30 % de la population totale qui sont partis, les premiers (les chefs de ménage) faisant des allers-retours fréquents. En 2005-2006, seulement 18 % des chefs de ménage sont partis, et 26 % de la population totale : on peut en déduire qu'il y a eu une forte baisse des migrations de chefs de ménages et une légère baisse s'agissant de la population totale. Même les personnes qui traditionnellement n'émigraient pas ont migré en 2004-2005, l'argument ou le prétexte de l'invasion acridienne étant sans faille, puisque tout le monde en avait entendu parler. Lui-même en tant que chef de village est parti momentanément en 2004-2005 (45 jours), non pas pour travailler, mais sous prétexte de l'invasion acridienne, pour rendre visite à ses « administrés » au Nigeria, et recevoir beaucoup d'argent. « Même moi, j'étais au Nigeria à la mi-février 2005. Je suis allé voir les gens de mon village là-bas, je suis resté 45 jours. Ils m'ont donné de l'argent. A mon retour, je me suis arrêté à Niamey. J'ai acheté dix sacs de mil (un sac à 23 500 FCFA et 1 000 FCFA le transport par sac), cinq sacs de maïs (un sac à 17 500 FCFA et 1 000 FCFA le transport par sac) et deux sacs de riz (14 500 FCFA le sac et 500 FCFA le transport par sac). Je suis revenu les bras chargés. »

Ces tarifs sont ceux de la fin du mois de mars 2005. La visite du chef de village a été l'occasion pour les ressortissants de Tondikiwindi à l'étranger d'apporter une aide non seulement « collective » au village (à travers le chef), mais aussi individuelle, chacun ayant aussi donné quelque chose pour sa famille restée au village (le chef ayant été dans ce contexte la courroie de transmission entre le migrant et sa famille).

« Ici dans le Zarmaganda, nos jeunes vont toujours en exode après les récoltes et reviennent au moment des pluies ; ils assurent la production et repartent. Mais quand ils sont bien, ou quand le lieu d'émigration est bien, ils restent. » (Une matrone du village de Tondikiwindi).

Les migrants qui s'installent au loin constituent un filet de sécurité pour la famille restée au village.

L'étude de cas qui suit montre comment se fait l'accueil des nouveaux immigrants loin de leur village et du Niger, et leur insertion dans le tissu économique du lieu d'immigration. Elle montre que le système de *sabon hausa* (littéralement « nouveau Haoussa », terme désignant le nouveau venu, tout Nigérien étant assimilé à un Haoussa) ne favorise pas les retours définitifs, du fait de l'importance de la téléphonie cellulaire, de la rapidité des envois d'argent par le biais de Western Union (*banki*), et de la solidarité autour des frais d'envoi.

#### Etude de cas : O.K. et les envois d'argent

O.K. est commerçant. Né en 1971, il réside en Côte d'Ivoire, mais sa femme est au village de Tondikiwindi. « Chaque année, je reviens pour la saison pluvieuse et je retourne après les labours. Parfois j'attends les récoltes, mais il y a longtemps que je n'attends plus les récoltes. C'est juste les premiers labours que je fais. Parfois, je fais un an et des fois, je fais vingt mois avant de revenir au village. J'ai commencé à partir en exode il y a environ douze ans. Avant, je faisais du commerce à Niamey, un jour j'ai vu un parent à moi et je lui ai dit que je voulais partir en Côte d'Ivoire. Parce que si on reste dans un seul lieu, on ne sera pas éveillé. Lui, il est déjà là-bas (en Côte d'Ivoire). J'avais une vingtaine d'années, disons 27 ans environ. »

#### L'organisation du départ et la gestion des difficultés sur le trajet

« Vous savez, la Côte d'Ivoire est un pays riche, différent du nôtre. C'est un pays où chacun travaille pour gagner sa vie alors qu'au Niger... Là-bas tout le monde travaille alors qu'ici on ne voit pas l'importance du travail, même pas le droit au repas. J'ai commencé d'abord par m'informer sur ce qu'il faut faire sur la route, comment se passe le transport. J'ai fait dire une *fatiha* (sourate du Coran) avant de partir.

J'avais l'argent. Sans argent, ça ne peut pas être facile. Parce que d'abord les policiers embêtent les gens. Ils demandent la carte de séjour. Avant, les gens payaient 5 000 FCFA, mais avec les réformes, c'est jusqu'à 35 000 FCFA pour la carte de séjour. Il y a des lieux où il faut donner jusqu'à 10 000 FCFA. Donc si on n'a rien, on ne peut pas aller.

C'est la même personne qui m'a informé avant notre départ. Il doit informer bien avant de partir, déjà on entend les gens raconter que les policiers font souffrir sur la route. Il y a des lieux où les policiers font descendre des passagers et le véhicule les laisse. »

#### L'arrivée au lieu d'immigration et le système *sabon hausa*

« Dès la descente du véhicule à mon arrivée, j'ai cherché mes « parents » qui sont là-bas, parce que celui qui vient en *sabon hausa* doit d'abord chercher à rejoindre ses parents qui l'aident. Il y a des parents qui donnent 20 000 FCFA, d'autres donnent 10 000 FCFA, chacun d'eux donne selon ses moyens. Et c'est ça qui va servir de fonds de démarrage au nouvel arrivant. J'ai cherché mes parents proches qui sont là-bas. Je suis resté *sabon hausa* juste une semaine. Quand on part là-bas, on fait une semaine en train de se reposer. Toute la semaine, les gens s'occupent du nouveau venu et il ne paie rien, même pour manger. Les gens leur font tout. Si par hasard il a contracté un crédit en cours de route, ce sont eux qui remboursent. Moi j'avais contracté 10 000 FCFA comme crédit en route, pris avec le chauffeur. Dès mon arrivée, j'ai dit aux gens que j'ai contracté un crédit et ils ont remboursé le chauffeur du bus. C'est à dire qu'en cours de route, celui qui épuise son argent peut s'adresser au chauffeur qui lui remet la somme demandée en prenant le soin de garder ses bagages en guise de garantie. A l'arrivée, la personne part voir ses parents qui remboursent pour reprendre ses bagages et sa carte d'identité aussi. Moi, j'ai pris 10 000 FCFA pour manger en route.

La première fois ? J'ai eu 35 000 FCFA pour manger, 20 000 FCFA comme cadeau et puis 50 000 FCFA comme crédit à rembourser. Certains m'ont fait un don et en même temps, ils m'ont prêté de l'argent. Ça, c'est pour la première fois. Les fois qui vont suivre, avec la confiance, les gens donnent beaucoup plus parce qu'ils savent que chacun a son tour. Déjà après la première semaine, les gens m'ont aidé à faire mon premier ravitaillement en articles divers pour commencer le commerce. J'étais obligé de me faire accompagner parce que je ne maîtrisais pas les choses. C'est à eux de me dire voilà ce que telle chose a coûté et voici comment tu dois la vendre et à tel prix. Mais moi, je n'ai pas trop suivi les gens parce que je comprends un peu le français. Ça a été plus facile pour moi. Ceux qui ne comprennent pas le français étaient obligés de suivre des gens qui comprennent les langues locales pour pouvoir vendre. Mais quand on comprend le français, on peut communiquer, ne serait-ce qu'en parlant à un enfant qui traduit à ses parents ».

#### Le début des activités de O.K., vendeur ambulant : les ruses et stratégies d'intégration, les premières économies

« La première fois, j'ai investi 20 000 FCFA parce qu'il faut débiter avec un petit fonds d'abord, le temps de comprendre le marché. On m'avait payé des chaussures, des produits cosmétiques. J'étais parti vendre ; on partait dans les villages. Mais comme je comprends le français, je me détachais du groupe. Là-bas, le vendeur ambulant est obligé de s'asseoir. Les clients invitent le vendeur à s'asseoir, s'il refuse de s'asseoir ils ne payent rien. Si le vendeur s'assied, ils commencent par lui demander des informations. C'est par la suite qu'ils vont payer les articles qu'ils veulent. Moi, j'étais parti en août, il a fallu janvier pour commencer à rembourser les crédits. C'est vrai que là-bas, dès que les clients marchendent, ils payent l'article. Et avant même de marchander, ils donnent au vendeur de l'eau à boire et même pour se laver. Ils cèdent souvent leur véranda aux vendeurs pour qu'ils passent la nuit. Le lendemain, le vendeur peut continuer sa route. On peut faire jusqu'à deux ou trois jours en train de circuler, parce que ce sont des fermiers : certains sont dans leurs champs et il y a aussi de petits villages proches. Ce sont des gens qui ne viennent pas souvent en ville en dehors du jour du marché. C'est le jour du marché que nous revenons en ville. Moi, j'ai d'abord payé un vélo et un peu après, j'ai payé une place pour un hangar dans la ville. »

#### Le commerçant confirmé a besoin de soutien financier à chaque retour du village (les mains vides) pour reconstituer son capital

« Je n'ai pas mis du temps avant de payer le vélo et le hangar (une place au marché). Je les ai payés au bout de six mois. Mais ce sont six autres mois plus tard que je suis revenu en ville pour installer mon commerce dans le hangar acheté. Je vends des tissus, des tricots et des montres. Quand je reviens à Tondikiwindi, il y a de vieilles *gayda* (expression désignant toute personne vivant sur la côte maritime) qui l'occupent (en location) quand je quitte. Et quel que soit le nombre de mois que je passe ici à la maison,

elles vont me donner l'argent. Chaque mois, elles payent 2 000 FCFA. Parfois, elles donnent l'argent à mes parents qui sont là-bas. Ce sont eux qui épargnent pour moi et font les petites réparations du hangar si nécessaire. Quand je retournerai en Côte d'Ivoire, ça ne sera pas comme la toute première fois, parce que déjà, j'ai compris le système et avec la confiance qui s'est créée entre nous, il y aura des gens qui vont me prêter 100 000 FCFA ou même 200 000 FCFA. A part même mes parents, d'autres personnes pourront me prêter de l'argent, même parmi les Ivoiriens. Ils peuvent par exemple vous demander où sont vos affaires. Si vous leur répondez que vous venez juste d'arriver, ceux avec qui vous avez lié une amitié et ceux qui ont eu confiance en vous vont vous proposer des crédits de 100 000 FCFA, certains jusqu'à 200 000 FCFA ou 500 000 FCFA. Mais eux, quand ils vous proposent de l'argent et que vous refusez de prendre, vous n'allez plus en avoir auprès d'eux, même en cas de grandes difficultés. Pour rembourser ces crédits ? En général, les gens attendent après le 1<sup>er</sup> janvier pour réclamer leur argent. Mais s'ils savent que la personne restera toute l'année, ils peuvent lui dire de laisser jusqu'à ce qu'elle gagne beaucoup. »

L'aide aux parents de Tondikiwindi à des moments calculés : personnes envoyées, mandats postaux et désormais le système d'envoi rapide (*banki*) collectif

« La première fois que je suis arrivé en Côte d'Ivoire, j'ai commencé à envoyer l'argent après le 1<sup>er</sup> janvier. Au début, je ne connaissais pas tellement les choses et même les gens. Ce n'était pas facile d'envoyer quelque chose. J'ai envoyé d'abord 25 000 FCFA et puis 30 000 FCFA, parce qu'il fallait d'abord apprendre à parler les langues locales pour bien faire son commerce et gagner beaucoup. Quand on ne sait pas parler la langue, on ne gagne pas beaucoup. En général, on donne l'argent à ceux qui reviennent au village, afin de le remettre à nos parents. D'abord, ma famille ne me demande pas d'envoyer de l'argent. Mais puisque moi-même je connais les périodes difficiles, j'imagine seulement les conditions dans lesquelles ils pourraient être et j'envoie de l'argent. C'est surtout la période hivernale où les gens peuvent manquer de nourriture. C'est à ce moment qu'il faut envoyer de l'argent pour leur permettre de payer des vivres pour pouvoir labourer. En moyenne, j'envoie trois fois de l'argent dans l'année.

On envoie l'argent par la banque maintenant, mais avec la banque c'est cher, et surtout si c'est une petite somme. Parce que pour envoyer entre 50 000 et 100 000 FCFA, ils prennent 15 000 FCFA comme frais ; dans des cas comme ça, on s'associe pour envoyer en même temps. Ainsi, le coût est partagé et ça revient moins cher. Parce que c'est une seule somme qui est envoyée. Avant, quand il y avait la Poste, c'était moins cher. On donnait seulement 1 000 FCFA à la Poste pour prendre une carte verte, et c'est ça qui permet d'aller à l'intérieur pour envoyer. A l'époque avec la Poste pour envoyer 50 000 FCFA, ils prenaient 4 665 FCFA. Mais maintenant, comme ce n'est pas la Poste, ils prennent 15 000 FCFA ; jusqu'à 200 000 FCFA, on paye 15 000 FCFA. Au delà de 200 000 ou 300 000 FCFA, les frais augmentent. Avec la banque, il faut encore appeler le destinataire pour lui donner le mot de passe. Par exemple, nous les Zarma, nous pouvons dire « *fofo* ». Au moment de retirer l'argent, si le destinataire ne dit pas le mot de passe « *fofo* », il n'aura pas l'argent. Ils renvoient d'ailleurs l'argent en Côte d'Ivoire, à l'expéditeur. Comme ici il n'y a pas de téléphone, j'appelle un de mes parents à Niamey du nom de X., je lui donne le mot de passe qu'il doit dire à la banque pour retirer l'argent. Comme on peut toucher l'argent en une journée, il m'appelle pour me dire qu'il l'a touché. Il a amené l'argent lui-même ici au village. On envoie l'argent par voie rapide en cas de problèmes au village. Comme nous nous renseignons sur nos familles et sur la situation agricole, dès qu'on nous dit que les récoltes n'ont pas été bonnes, nous nous précipitons pour envoyer de l'argent pour leur permettre de payer des vivres. Si les récoltes ont été bonnes, nous attendons la saison des pluies pour leur envoyer de l'argent. C'est l'année des criquets qu'on a envoyé l'argent par la banque. Mais depuis longtemps, on utilise la Poste ou bien un des nôtres qui retourne au village. »

## **2.2. Koto ou la solidarité familiale**

*Koto* signifie supporter quelqu'un sur l'épaule. Il s'agit d'une forme de solidarité qui consiste à soutenir son prochain. Ce système s'est imposé au village de Tondikiwindi du fait de la chronicité de la crise alimentaire.

« La première difficulté ici, c'est le manque de vivres. Même quand il pleut normalement, il y a des gens pour qui la production n'est jamais assez bonne. On est obligé de se supporter les uns les autres. » (Le chef de village de Tondikiwindi).

En 2004-2005, peu de gens ont eu recours à cette forme de solidarité, non pas qu'il n'y en ait pas eu besoin, mais simplement à cause de la honte, de la gêne et de l'honneur.

« Toi-même tu vois que les criquets ont ravagé les champs de tout le monde. Ils n'ont pas trié les champs des pauvres ou des riches. A qui tu vas demander ? Si tu as un peu de dignité, tu vas chercher à manger par la sueur au lieu de demander. » (Un *talaka* de Tondikiwindi).

Les criquets ont ainsi « sauvé » les moins vulnérables de la forte sollicitation des années précédentes.

« On n'osait même pas confier son enfant à quelqu'un pour se déplacer car c'est une charge et la personne même n'a rien. Si tu veux te déplacer, tu te déplaces avec ton enfant. » (Une matrone).

Quelques personnes « ont eu recours à leurs parents dans les zones non attaquées par les criquets. » (Une matrone du village de Tondikiwindi).

« J'ai beaucoup souffert. Mon sac de riz ne faisait pas trois jours. Il y avait des gens qui venaient chez moi aux heures de repas. » (Le maire de la commune de Tondikiwindi).

Ce « peu de scrupules » dénoncé par le maire et d'autres élites locales (*djine borey*) renvoie au fait que les populations considéraient que ces élites bénéficiaient largement de la crise et de l'aide alimentaire prévue pour les plus pauvres (soupçons et rumeurs de détournement). Les « squatteurs » de repas quotidiens ou hebdomadaires pensaient ainsi se faire justice.

Le plus grand nombre de demandes d'aide a été adressé aux migrants à l'extérieur du pays (par l'usage de la téléphonie mobile).

### **2.3. Du système agricole au système agropastoral**

L'agriculture n'est plus l'activité principale des plus vulnérables et moyennement vulnérables. Pour eux, il s'agit d'une activité en voie de disparition. Ils se basent bien plus sur la débrouillardise ou même sur l'exercice de travaux agricoles pour le compte des moins vulnérables, qui eux-mêmes ne vivent pas essentiellement de l'agriculture. La baisse de la qualité des sols et les aléas climatiques rendent difficile l'exercice de cette activité, peu rentable lorsque la main d'œuvre familiale ou salariée est faible. De plus, il y a longtemps que les semences utilisées ne correspondent plus aux réalités pluviométriques.

« Il faut nous trouver une variété de mil précoce qui fait entre 45 et 70 jours. Le *somma*, qui est la variété couramment utilisée, fait plus de trois mois. » (Le maire de la commune de Tondikiwindi).

Les semences sélectionnées souhaitées coûtent plus cher.

« Le sac du HKP (*hayni kchirey* précoce) coûte 30 000 FCFA, alors que les autres semences de mil (tardif) coûtent 20 000 FCFA le sac. » (Le maire de la commune de Tondikiwindi).

Rares sont ceux qui ont de la semence en stock qui ait été prélevée sur la production précédente ; la plupart attendent la distribution de semences à chaque saison agricole.

Riches et pauvres utilisent la hilaire pour le travail des champs. La différence dans la production ou dans la superficie mise en valeur est bien plus créée par l'utilisation de main-d'œuvre salariée ou familiale. L'avantage des riches réside dans le fait qu'ils profitent de la force de travail des pauvres pour le labour, le raclage et le semis. Les laboureurs, ce sont les *alfarize* (littéralement fils de cultivateur) ou *farfara ize* (littéralement celui qui ne possède pas de champs mais qui propose sa force de travail en échange d'une rémunération, le plus souvent journalière) ; le tarif de leur prestation varie entre 750 FCFA et 1 500 FCFA par jour. Ces tarifs sont proposés par les *gondakoy*.

« C'est nous qui fixons les prix alléchants pour les attirer. » (Le chef de canton).

Pendant que les pauvres travaillent pour les plus nantis, leurs champs sont « en vacances » (*zobu-furu*, un champ enherbé, à l'abandon).

« Je ne fais qu'un mois de labour réel chez moi. Les deux autres mois, je travaille chez les autres. Quand je reviens, l'herbe a poussé, c'est touffu et je n'ai pas assez de force pour labourer. » (D.K., un *talaka*, 51 ans, une épouse et cinq enfants). Il précise qu'il ne fait que des cultures associées (sur un même champ) : mil, niébé et sorgho sur une même parcelle alors que « ceux qui ont les moyens (*bonwassa*) les dissocient ». D.K aurait pu mobiliser le système d'entraide villageoise (*bogu*) pour travailler son champ mais il n'ose pas : « quand ils viennent chez toi, il faut avoir 5 000 FCFA à remettre pour leur manger. Moi, je n'ai pas cette somme. »

Au début des labours, la demande de main-d'œuvre est très forte et excède l'offre, car le plus grand nombre veut labourer rapidement son champ. En cette période, ce sont les riches qui fixent les prix pour attirer les plus pauvres, alors que pendant le semis, ce sont bien plus les pauvres qui fixent les tarifs.

« Les *alfukaru* en général nous proposent les prix et on négocie. En ce moment-là il pleut ; un chef de famille peut venir te dire « moi je peux te trouver vingt personnes ou plus », et tu prends le moins cher. » (Le chef de canton).

Les *duma-duma ize* (les « semeurs »), proposent généralement entre 750 FCFA et 1 000 FCFA par jour : 1 000 FCFA pour ceux qui tiennent la *daba* (pioche) pour faire les trous et 750 FCFA pour ceux qui mettent les grains et ferment les trous.

Les enfants des familles pauvres peuvent également être embauchés.

« On peut prendre un ou deux enfants chez eux. Ces enfants travaillent pour nous toute la saison des pluies, ils effectuent toutes les tâches. Et on paye sa famille en sac de mil au prorata du nombre de jours ou de mois de travail de l'enfant. » (Le chef de canton de Tondikiwindi).

Les ventes de terre (*fari nereyan*) sont rares. Les mises en gage (*tolme*) le sont également, bien que plus importantes que les ventes. Elles sont pratiquées par les plus pauvres.

« Tu donnes un peu d'argent au propriétaire du champ en difficulté, quand il te rembourse ton argent, tu lui remets son champ. Ton bénéfice, ce sont les récoltes que tu as effectuées en attendant qu'il te rembourse. »

Les terres sont disponibles ; une seule personne peut avoir plusieurs champs et peut donc, dans la difficulté, se séparer momentanément d'un champ qu'elle ne cultive pas (du fait de la disponibilité). Les terres mises en gage sont les *gangani fari* (terres lessivées), les *tasi fari* (les terres sablonneuses) et les *fari kan ga baan gugo* (les terres marécageuses) : « ce n'est pas facile à travailler pendant la saison des pluies car il y a de l'eau et on ne peut pas y faire du mil » (A., agriculteur du village de Tondikiwindi). Les terres les plus prisées (et les plus chères) pour la culture du mil sont les *tasi fari*.

Les terres lessivées « au bout d'un an ou deux sont récupérables avec le système de demi-lune ; elles peuvent devenir comme *tasi fari*. » (A., un agriculteur du village de Tondikiwindi).

Ce sont ces trois types de terre qui sont mises en gage.

Selon le directeur départemental du service de l'Élevage, on pourrait également y pratiquer l'élevage (vocation pastorale), compte tenu de la qualité des sols, des glacis, de l'érosion et des aléas climatiques. Bien que cette activité existe déjà, elle est néanmoins exercée en petite quantité par les femmes et les moins vulnérables des villages.

« La plupart des grands troupeaux dans la zone appartiennent aux grands types de Niamey. » (Le directeur départemental du service de l'Élevage).

Il s'agit là de la nouvelle catégorie d'éleveurs.

L'année 2004-2005 aura été une année de déficit fourrager pour les populations du canton de Tondikiwindi dans leur ensemble.

Au Nord du village de Mangaïzé en particulier, « il y a eu un affaiblissement généralisé de l'état de santé des animaux à cause de cette insuffisance d'aliments, au point que l'Etat a mis en place des aliments de bétail (graine de coton, des tourteaux). L'AREN (Association pour la Redynamisation de l'Élevage au Niger) aussi a mis en place un magasin de son, de blé et des graines de coton. Aussi bien pour l'Etat que pour l'AREN, c'est la vente à prix modéré qui était appliquée : le sac de tourteau était vendu à 3 500 FCFA contre 6 000 FCFA sur le marché, le sac de graines de coton à 4 000 FCFA au lieu de 6 000 FCFA sur le marché, le sac de son à 3 500 FCFA au lieu de 6 000 FCFA. » (Le directeur départemental de l'Élevage).

La vente à prix réduit d'aliments pour animaux n'est pas une activité nouvelle dans cette zone : « Chaque fois qu'il y a crise, on en fait » (le directeur départemental de l'Élevage). Un comité départemental, comprenant le préfet, le service de l'Élevage et les représentants de populations éleveurs est chargé de sa gestion.

« Le préfet réceptionne les produits et le jour du marché, on lance l'information. Les gens viennent acheter dans nos trois<sup>12</sup> magasins : ce sont les éleveurs et même des agriculteurs qui ont des animaux. Le seul critère, c'est avoir un animal. » (le directeur départemental de l'élevage).

Du point de vue de ce technicien, l'année en cours (2005-2006) fut aussi une année de crise, mais « le déficit fourrager était plus important l'année dernière ; et c'est ce déficit de 2005 qu'on continue à gérer ».

#### **2.4. Une surcharge de travail pour les femmes**

Si le riz et le maïs ont été les aliments de soudure des moyennement vulnérables, les pauvres ont, quant à eux, mangé le son de mil, le couscous (*dembu*) ou la bouillie (*donu*) de *anza*, le couscous de *genshi* (une variété de blé sauvage) et le *gari* (farine de manioc). Certains d'entre eux ont aussi cherché et stocké des graines de *anza* en prévision de difficultés alimentaires. Le *anza* commence à produire pendant la saison froide jusqu'à l'approche de la saison des pluies. Ce sont les femmes qui vont chercher ces aliments de cueillette ou de ramassage, accompagnées parfois des enfants (et de quelques hommes). L'année 2004-2005 a été particulièrement bonne pour la production de *anza*.

« Ce n'est pas chaque année que le *anza* donne des fruits. Et même quand il y en a, des insectes mangent les fruits et on ne gagne rien. Mais l'année des criquets, le *anza* a bien

---

<sup>12</sup> Il existe trois magasins de vente à prix modéré pour le département de Ouallam, situés dans les villes de Ouallam, de Banibangou et de Mangaïzé.

donné. Ça a fleuri seulement après le passage des criquets. Et on en a eu en grande quantité. » (Une matrone du village de Tondikiwindi).

« Je travaille pour les gens. Je fais tout : travaux champêtres, clôtures de maison *dala*, le bois de chauffe... Je gagne parfois 300 FCFA par jour en faisant ces travaux ; il y a des jours où je ne gagne rien. On est obligé de chercher le *anza* pour manger. On le trouve en brousse, c'est très amer, il faut le laver plusieurs fois pour enlever le goût amer. On l'accompagne de sel et d'huile pour la consommation de toute la famille. » (S., un agriculteur).

La cueillette et la préparation de *anza* (*boscia senegalensis*) augmentent la charge de travail des femmes. Elles supposent de parcourir de longues distances pour en trouver, de les concasser pour séparer les noix de la coque, de les faire bouillir plusieurs fois afin d'atténuer ou faire disparaître le goût amer et de les préparer sous forme de petits pois (avec un peu de sel et/ou d'huile lorsque c'est financièrement possible) ou bien de les piler pour en obtenir une semoule à préparer sous forme de couscous (*dembu*)...

« Pour la recherche de *anza*, les femmes et les enfants de 7 à 10 ans se déplacent de 15 à 20 km pour avoir 50 kg de graines de *anza*. Ensuite, elles le concassent pour séparer la coque des noix ; elles obtiennent ainsi 20 kg de noix à préparer. Elles se déplacent ensuite vers les villages où il y a beaucoup d'eau ou vers les mares. Elles y passent des heures à faire bouillir le *anza* pour enlever le goût amer. » (Le maire de la commune de Tondikiwindi).

Pendant cette période, les plus pauvres de Tondikiwindi se sont également alimenté de *hasu*, des feuilles disponibles toute l'année, car « elles se renouvellent à chaque saison » (Souley).

En plus de la cuisine, les femmes ont également participé activement, à l'instar des hommes, aux opérations de récupération des terres sous forme de *food for work* (vivres contre travail) dans le cadre de certains programmes (tels que celui de Caritas), ce qui a apporté une ration alimentaire supplémentaire aux ménages (et qui a permis de différer la consommation des aliments de cueillette).

## **2.5. L'aide des projets et d'ONG : un « complément » alimentaire**

L'insécurité alimentaire chronique de la zone semble être une préoccupation aussi bien pour les populations que pour les pouvoirs publics et leurs partenaires au développement. La lutte contre l'insécurité alimentaire occupe ainsi une place de choix dans les textes sur la Stratégie de réduction de la pauvreté (SRP) et sur la Stratégie de développement rural (SDR), élaborés et adoptés par le gouvernement nigérien.

« Notre chance (*say*) avec la crise de 2005, c'est qu'il y a eu beaucoup de projets (...). J'ai dit notre chance, parce que les gens n'avaient rien. On s'apprêtait à quitter quand l'Etat a négocié avec les ONG et les projets (*porze*) pour nous venir en aide. » (Le chef de village de Mangaïzé).

« Les projets sont venus successivement ; un projet vient, il distribue, il s'en va. Un autre arrive. » (D.K., un *talaka*).

Les habitants de Tondikiwindi ont bien compris le rôle et l'apport des ONG et des projets de développement. C'est pourquoi ils créent chaque fois que cela est nécessaire, des « groupements » qui constitueront les principaux interlocuteurs de ces derniers. Suscités par des projets, de nombreux groupements<sup>13</sup> se sont ainsi mis en place à Tondikiwindi, l'existence d'agréments et la participation faisant partie des conditionnalités : groupements de jeunes,

---

<sup>13</sup> Voir Moumouni *et al.*, 2005, pp. 9-11, sur le pouvoir associatif à Tondikiwindi.



groupements de femmes, groupements mixtes... Il existe également une coopérative paysanne dont le comité est chargé de la gestion du magasin céréalier du village (créé en 1978). Néanmoins, à y voir de plus près, l'arène associative est investie et gérée par une poignée de personnes (chef de canton et/ou chef de village et leur entourage<sup>14</sup>), et regroupe pratiquement les mêmes personnes (seul le nom du groupement change). Loin de manifester le dynamisme d'une population, il s'agit bien plus du « dynamisme » d'une élite qui n'hésite pas à parcourir des kilomètres à la recherche de projets ; ce sont de véritables courtiers de développement. A titre d'exemple, on observe que les trois groupements féminins (*say*, *anfani* et *albarka*) sont issus d'un seul et même groupement (*anfani*) qui s'est subdivisé à partir de 1999. Chacun de ces trois groupements a été initié par l'une des épouses du chef de canton, une femme « lettrée »<sup>15</sup> occupant le poste de secrétaire générale au sein de chacun de ces groupements et de présidente du groupement *say*. Elle constitue par ailleurs la principale interlocutrice des institutions intervenant en faveur des femmes et est rédactrice de tous les dossiers de demande de subvention. Son objectif : « donner la chance aux femmes du village de bénéficier de plusieurs crédits au lieu d'un seul » (Moumouni *et al.*, 2005, p.10). Aujourd'hui, d'autres groupements sont nés, parmi lesquels celui des jeunes filles en formation à l'école de couture, qui a récemment ouvert ses portes, et dont la trésorière est une des nièces du chef de canton. Sans en être membre, c'est encore l'épouse mentionnée précédemment qui « mène toutes les négociations » (Moumouni *et al.*, 2005, p.10). On pourrait également citer le groupement *kokari*, qui lui est dirigé par une autre des épouses du chef de canton.

Selon les habitants de Tondikiwindi, les ONG et projets de développement ont beaucoup contribué, au travers de plusieurs activités, à l'atténuation de la « crise ». Parmi celles-ci, on peut citer le renforcement des stocks des banques de céréales existantes, la création de nouvelles banques de céréales ou de magasins de vente de céréales<sup>16</sup>, la création de sites HIMO<sup>17</sup> sur le principe du *food for work* ou *cash for work* (susmentionné), la distribution de semences de céréales, la création ou le renforcement de banques d'aliments de bétail, ou encore l'appui aux cultures de contre-saison (eau, semences, outils de travail, enclos, etc.) et l'instauration d'un système de parrainage des enfants (300 enfants de Tondikiwindi) avec fournitures scolaires, vêtements, apports alimentaires, ...

En mai 2005 par exemple, « Caritas nous a donné *food for work* pendant quarante jours. On creuse un trou dans la terre pour lui permettre de se régénérer, on forme une dune en forme de lune et devant ça on fait un trou dans lequel on met un arbre. On fait trois trous par jour et chaque dix jours, Caritas passe pour nous remettre dix *tiya* (mesure locale

---

<sup>14</sup> A titre d'exemple, l'oncle et le frère du chef de canton sont respectivement gérant et trésorier du magasin céréalier.

<sup>15</sup> Cette épouse étant directrice de l'école primaire.

<sup>16</sup> La banque de céréales est appelée « magasin de vente de céréales » par le Programme de Coopération décentralisée phase II (PCDII) car selon le chef d'équipe de l'OLD « Al Barka », appliquant les actions du PCDII, « l'histoire des banques de céréales n'est pas brillante ; par le passé, les gens ont géré autrement avec beaucoup de détournements. Nous, on dit magasin de vente de céréales pour que, dès le départ, les gens changent de méthode dans la gestion. Avec nous, c'est le groupement, à travers son comité ou son bureau exécutif, qui est responsable vis-à-vis du PCDII et non le chef de village. Nous prônons l'aspect changement, sans détournement. Et de plus, nous, on n'a que des céréales dans ces magasins. On fait des boutiques villageoises à part ». Le PCDII n'a pas de magasin de vente de céréales au sein même du village de Tondikiwindi, mais on en compte plusieurs dans le canton, à des endroits éloignés ou enclavés où il n'existe pas de marché ou de banque de céréales : « On tient compte de l'économie locale pour ne pas créer la concurrence au commerce qui existe déjà » (le chef d'équipe de l'OLD « Al Barka »).

<sup>17</sup> Effectuer un travail à haute intensité de main d'œuvre contre de l'argent ou contre de la nourriture revient quasiment à arracher un marché : tout le monde souhaite obtenir ce « contrat ». D'ailleurs, cette activité est localement désignée sous le vocable de *habu* (comme un marché de prestations pour obtenir un contrat). B. (une femme chef de ménage, veuve) en parle : « Caritas nous a donné un *habu*. Chaque ménage a eu 10 000 FCFA ; ça nous a permis de payer des semences et du matériel aratoire. »

correspondant approximativement à 2,5 kg) de mil, un litre d'huile et deux *tiya* de niébé. ».  
(Une femme chef de ménage, veuve)

### Etude de cas : collaboration de World Vision avec les populations locales

World Vision fait partie des ONG et partenaires qui interviennent à Tondikiwindi. Un agent retrace ici les différentes actions menées depuis l'arrivée de World Vision en 2002.

« Pour le moment, nous intervenons seulement dans le canton de Tondikiwindi, dans le village seulement. Notre principale activité, c'est le parrainage. Tout ce qui suit vient épauler le parrainage. Pour ce qui est de la sécurité alimentaire, nous intervenons dans le cadre des semences pour les banques céréalières et maraîchères.

Ouallam, c'est une zone qui est chroniquement déficitaire, même en année normale. Depuis notre arrivée ici, on s'est attelé vraiment à aider les communautés dans le but d'atteindre l'autosuffisance alimentaire. Donc, c'est dans ce sens là que nous avons pensé mettre en place des banques céréalières. Au niveau de Tondikiwindi, on a une banque céréalière qui a été créée en 2002, il y a un site maraîcher féminin aussi là-bas qui a été aménagé par World Vision, ce site est exploité par des femmes. On appuie aussi les groupements des femmes en semence de cultures de case : le niébé, le sésame, le bissap, le voandzou. Pour ce qui est de la banque céréalière, il y a un comité de gestion qui a été mis en place par la communauté. Donc c'est la communauté qui s'est réunie en assemblée générale et ils ont mis un comité en place qui gère la banque céréalière. Pour le groupement aussi, ce sont les femmes qui se sont réunies en assemblée générale pour mettre en place un bureau pour le groupement féminin. Les deux structures ont des agréments qui sont reconnus officiellement. Pour ce qui est de l'appui, ils ont été formés en techniques de gestion de la banque céréalière et technique de gestion en vie associative. Pour le groupement féminin aussi, elles ont été formées en techniques de cultures maraîchères. Nous menons toutes ces activités en collaboration avec les services techniques de l'Etat qui sont dans la zone, l'agriculture, le développement communautaire et les structures locales aussi, la mairie. Voici, en gros, ce que nous sommes en train de mener dans le domaine de la sécurité alimentaire pour ce qui est de Tondikiwindi.

Nous sommes arrivés ici en 2002, et les groupements des femmes en 2003. Bon, pour ce qui est des groupements des femmes, on les a déjà trouvées, elles ont l'habitude de faire l'activité, mais c'est à notre arrivée qu'on les a organisées en groupement, pour qu'elles soient officiellement reconnues.

Q : Vous dites que votre porte d'entrée dans le village, c'est le parrainage. En quoi consiste le parrainage ?

R : Le parrainage, c'est un lien entre un parrain ou une marraine qui est là-bas au Canada et un enfant du village de Tondikiwindi. Ils deviennent des amis, par les correspondances, les lettres, ils essaient de correspondre. Le parrain envoie une lettre, à travers un agent qui est dans le village que nous appelons superviseur de parrainage qui s'occupe des enfants dans le village. Il va dans la famille, il lit la lettre et si les parents ont une réponse, ils le disent et le superviseur répond à la lettre pour les parents. A travers ce parrainage, les enfants reçoivent des appuis. Il y a des parrains qui envoient des appuis surtout s'ils savent que la famille est pauvre, ils appuient dans les domaines alimentaire, éducatif et de santé. Les enfants parrainés sont recrutés de trois à huit ans. Mais maintenant, comme on a commencé en 2002, on a même des enfants qui ont treize à quatorze ans qui sont au collège. La limite d'âge, c'est quinze ans. »

Grâce aux ONG et aux divers projets mis en place, un nombre croissant de femmes a pu bénéficier de crédits, au point que certains villageois ont pensé qu'elles s'enrichissaient au détriment des hommes.

Les femmes sont riches à cause des crédits qu'on leur donne. » (Maliki).

Une femme du village de Tondikiwindi, se classant elle-même et classée par les autres dans la catégorie de ceux qui se suffisent à eux-mêmes et qui sont au dessus des moyennement vulnérables (*dama-dama*), raconte : « J'ai trois moutons qu'un projet m'a donné à crédit. Puis, j'ai donné un apport initial de 10 000 FCFA et un projet m'a prêté 50 000 FCFA remboursables en six mois. J'ai ajouté 15 000 FCFA aux 50 000 FCFA et je

suis allée à Mangaïzé pour acheter trois moutons. Je les engraisse (embouche) et je les vendrai pour rembourser les 50 000 FCFA. Avec le bénéfice, j'achèterai de la nourriture en cas de difficultés ou bien je ferai des dépenses sociales (mariage, baptême, tontines). Il y a dans le village un atelier de formation en couture pour l'association des jeunes filles, grâce au PCDII. Je paye des tissus pour ma fille qui fréquente cette école. Elle fait des draps qu'elle me donne à vendre et je paye d'autres tissus. »

Dans la plupart des cas, les aides qui prennent généralement la forme d'un travail contre de la nourriture, d'un travail contre de l'argent ou d'un appui aux activités des femmes, ... sont conditionnées ou ciblées. L'une des conditionnalités pour l'obtention de ces aides peut être notamment la création de groupements. Ce fut le cas pour les femmes productrices de produits maraîchers, qui se sont regroupées en association lors de la crise de 2004-2005. Cette association fut baptisée *mo hay baaani*, ce qui signifie « ouvrir les yeux en bonne santé » ou « se réveiller en bonne santé ». Au cours de l'année de l'invasion acridienne, les femmes de cette association reçurent gratuitement des semences de salade, de chou, et de carottes. Des semences leur furent également versées l'année suivante, mais à crédit selon la trésorière de l'association. Afin de recouvrer le crédit « hier, on a compté les femmes pour répartir le montant du crédit entre toutes les femmes ». Ce changement de règles a étonné plus d'un membre de l'association ; si des membres du bureau en étaient informés, de nombreuses adhérentes, pour leur part, l'ignoraient.

Selon les textes, les ONG devraient informer le service du Développement communautaire. Le directeur départemental de l'Aménagement du territoire et du développement communautaire à Ouallam regrette néanmoins : « Très peu d'ONG nous signalent leurs activités ; je suis obligé d'aller vers eux pour avoir des informations<sup>18</sup>. »

« C'est sur le terrain que tu vois que untel est en train de faire la même activité que tu as faite ou que tu veux faire ; alors tu changes de site. » (Un représentant d'ONG).

On observe également que certaines ONG se sont érigées en intermédiaires pour la recherche de financements pour la sécurité alimentaire, bien qu'elles travaillent dans d'autres domaines. C'est le cas notamment d'Aide et Action.

« Quoique Aide et Action, c'est l'éducation (on intervient spécialement dans l'éducation), depuis 2003 on a beaucoup changé de stratégie, autrefois on construisait des classes, on faisait tout, mais depuis 2003 vraiment on a changé de stratégie (...). Il faut que les acteurs du développement puissent lutter efficacement contre la pauvreté au moyen d'une éducation dont il faut pénétrer les enjeux (...).

Après ça, il y a aussi tout ce que nous pouvons faire pour faire en sorte que les questions de suivi..., que les questions alimentaires..., fassent un peu partie de nos actions en plus de l'éducation. Donc, effectivement, on s'est dit qu'on n'est pas compétents en la matière, mais... Bon, c'est pas qu'on n'est pas compétents, mais qu'on ne peut pas se déplacer, il y a d'autres qui ont uniquement ce credo, qui ont effectivement ce domaine d'intervention là. On fait en sorte de faire que les partenaires puissent s'asseoir autour d'une table et qu'on puisse orienter les villages vers ces partenaires là, parce que, quelques fois, ils nous demandent de leur faire des banques céréalières, et autres. On dit qu'on n'est pas spécialiste, mais voilà des partenaires sont là, il faut que vous alliez vers eux, donc en ce sens, on appuie le cadre de concertation non seulement au niveau des communes, mais aussi au niveau des départements (...). On s'est rendu compte que face à cette crise alimentaire, non seulement les populations sont en train de migrer avec les enfants, et du coup aussi tout ce que nous sommes en train de faire pour mobiliser les parents autour de l'école, ces efforts là risquent d'être vains parce que face à des problèmes de suivi,

---

<sup>18</sup> Selon le directeur, les ONG ne s'estiment plus redevables du fait que depuis 2001, l'Etat a mis fin à la contribution de 60 millions de FCFA qu'il versait tous les ans aux ONG de développement. On lit dans le Répertoire national sur les ONG en activité au Niger (2005, p. 16) que « sur le plan financier, cette contribution est fournie sous forme de subventions accordées aux ONG nationales. Cette subvention a été suspendue depuis 2001 pour des raisons de difficultés budgétaires ».

vraiment, quand vous leur parlez d'école, ils restent sourds. Donc il devenait urgent d'intervenir dans ce domaine de sécurité alimentaire.

C'est donc depuis 2003 qu'on intervient dans ce domaine. Compte tenu de l'enjeu du problème, on a été obligé de s'orienter dans la sécurité alimentaire pour non seulement sauver les écoles que nous sommes en train de faire, mais aussi pour amorcer une avancée positive, surtout en termes de taux brut de scolarisation, qui est en train de remonter, et tout cela risque pratiquement de chuter s'il n'y a personne pour occuper les classes. Il n'y a pas d'enfants pour aller dans les écoles : voilà en gros ce qui a justifié notre intervention dans la crise alimentaire. » (M.G)..

Tableau 1. Projets et programmes dans la commune de Tondikiwindi

| N° | Intitulé   | Source de financement                                      | Localisation     | Secteur d'intervention | Bénéficiaires                      | Implications des services techniques   |
|----|--|--|------------------|------------------------|------------------------------------|--|
| 1  | Programme de coopération décentralisée phase II (PCDII)                                | Union européenne   | Toute la commune | Multisectoriel         | Les populations                    | Avis d'appels d'offres<br>Suivi / contrôle<br>Réalisation des travaux<br>Enquête valorisante                 |
| 2. | Projet de Lutte contre la Pauvreté (LUCOP)   | Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW)                       | Toute la commune | Multisectoriel         | Population de la commune           | Elaboration des plans communaux de développement   |
| 3. | Programme de mesures anti-érosives (PMAE)  | KfW  | Toute la commune |                        | Les communautés                    | Suivi du ministère de l'Agriculture  |
| 4. | Plan décennal de développement de l'éducation de base (PDDE)                           | Agence Française de Développement (AFD)                    |                  |                        | Elèves<br>Enseignants              | Suivi du système scolaire  |
| 5. | Programme spécial du président de la République (PSPR)                                 | Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTe) | Toute la commune | Multisectoriel         | Les populations<br>Les groupements | Mise en place des fonds<br>Suivi des réalisations  |
| 6. | BERASCOFI (Bureau de l'Equipe de Recherche et Action pour la Scolarisation des Filles) | Agence canadienne de développement international (ACDI)    | Toute la commune |                        | Les élèves                         | Sensibilisation<br>Appui à l'élaboration de plans d'actions<br>Suivi / évaluation<br>Mise en place des fonds |

Source : Direction départementale du Développement communautaire, Ouallam.

Tableau 2. ONG, associations de développement et institutions de microcrédit dans la commune de Tondikiwindi

| N° | Intitulé                        | Nature de l'ONG    | Localisation     | Secteur d'intervention                     | Bénéficiaires                             | Implications des services techniques                                  |
|----|---------------------------------|--------------------|------------------|--|---|---|
| 1  | Aide et Action                  | ONG internationale | Toute la commune | Education scolaire                         | Elèves<br>Parents d'élèves<br>Enseignants | Réalisation d'infrastructures<br>Suivi des réalisations<br>Formations |
| 2. | Groupement mixte Naguida-Export | ONG nationale      | Toute la commune | Développement local                        | Les populations                           | Etudes<br>Supervisions<br>Suivi / évaluation                          |
| 3. | Vision mondiale                 | ONG internationale | Toute la commune | Sécurité alimentaire<br>Education<br>Santé | Groupements et comités                    | Participation aux réalisations des travaux<br>Suivi des réalisations  |
| 4. | ABC/Ecologie                    | ONG nationale      |                  | Sécurité alimentaire                       | Les populations                           | Mise en place des vivres<br>Suivi                                     |
| 5. | CEPEC-API                       | API                | Toute la commune | Microcrédit                                | Les populations                           | Mise en place des comités de secteurs                                 |

|    |   |                    |                  |                      |                        |  |
|----|---|--------------------|------------------|----------------------|------------------------|--|
| 6. | AREN  | ONG nationale      | Toute la commune | Elevage              | Eleveurs               | Formation para-vétérinaire<br>Signature de contrats de prêts |
| 7. | ANNOURA   | ONG nationale      | Toute la commune | Multisectoriel       | Populations résidentes | Sensibilisation<br>Formations techniques                     |
| 8. | Islamic Relief Service (IRS)                          | ONG internationale | Toute la commune | Santé<br>Nutrition   | Communautés            | Mise en œuvre des activités<br>Suivi / évaluation            |
| 9. | CRS (conservation et restauration des sols) - CARITAS | -                  | Toute la commune | Sécurité alimentaire | Populations résidentes | Réalisation des ouvrages<br>Suivi du <i>food for work</i>    |

Source : Direction départementale du développement communautaire, Ouallam.

## **2.6. Un ballet d'opérations ayant parfois créé des confusions chez les populations**

Face à l'ampleur (médiatique) de la crise, diverses actions ont été menées. Des distributions alimentaires gratuites généralisées (DAG) ont été opérées, avec une priorité sur les zones déclarées affectées selon les critères de vulnérabilité établis par le SAP. Diverses aides à caractère gratuit, provenant d'institutions d'aide multilatérales, bilatérales ou par des associations furent également versées... La vente à prix modéré (VPM) se compte néanmoins parmi les premières mesures qui ont été prises.

### **2.6.1. La vente à prix modéré**

Selon le chef de village de Tondikiwindi, la vente à prix modéré aurait commencé aussitôt après l'invasion acridienne, en octobre 2004. Les populations y étaient préparées puisqu'il s'agit d'une méthode récurrente de l'Etat face à ce type de situation. De plus, certains de leurs représentants avaient d'ores et déjà communiqué des informations quant aux dégâts commis suite à l'invasion, en retour de quoi l'Etat avait demandé de stopper l'exode pour motif qu'une aide allait arriver. Il apparaît même que des comparaisons ont été faites entre l'assistance apportée cette année et celle apportée les années antérieures.

« 1984 a été la meilleure année ; il y a eu beaucoup de vivres grâce à l'aide. » (Le chef de village de Tondikiwindi).

« Du temps de Kountché en 1984, la VPM était continue ; elle ne s'est pas arrêtée de toute l'année ; il n'y a pas eu rupture de stock comme cette année, où on n'a reçu que trois fois seulement le prix modéré. » (L'imam de Tondikiwindi).

Selon le chef de village de Tondikiwindi, la VPM aurait été continue d'octobre 2004 à octobre 2005 : « Chaque jour, chaque famille peut acheter pour 2000 FCFA seulement ; si tu veux encore, tu attends le lendemain. » L'imam conteste cette continuité, la VPM s'étant déroulée, selon lui, en trois fois.

Lors de la VPM, les instruments de mesure ont varié selon les zones : à Tondikiwindi, la vente se faisait par sac de 100 kg (vendu à 10 000 FCFA), tandis qu'à Mangaïzé, c'était la boîte de tomate moyenne (environ un kilogramme) qui servait d'instrument de mesure.

L'assistencialisme fait désormais partie des stratégies locales. Certains membres du ménage ou de la famille sont envoyés en émigration et une partie de l'argent envoyée par les migrants sert à acheter des céréales de la VPM. Une concertation se tient au sein de la famille : tandis que les travailleurs partent en exode, les femmes restent pour le maraîchage qui permettra d'assurer l'alimentation de la famille en attendant l'argent de l'exode.

### 2.6.2. Les distributions alimentaires gratuites (DAG)

Plusieurs intervenants se sont suivis pour distribuer des vivres gratuitement dans la zone de Tondikiwindi. En fonction des descriptions qu'en font les populations, on peut les classer en six grands groupes :

- la « grande aide » : elle est apportée par le PAM, ou les ONG et opérateurs qu'il a mandatés. L'aide est considérée comme « grande » en raison de son importance ou de sa consistance (entre 75 et 100 kg de céréales par chef de famille, voire plus) ;
- la « petite aide » : elle est apportée par la CCA (et le comité *ad hoc*<sup>19</sup> mis en place par le gouvernement nigérien) qui a coordonné les aides reçues de multiples donateurs bilatéraux ou privés, ainsi que l'aide relevant de la solidarité nationale. Elle est estimée « petite », parce que chaque famille n'a reçu que quelques *tiya* de céréales, certains chefs de ménage disant même n'avoir rien reçu. Certaines familles ont jugé que la gestion de cette aide n'avait pas été transparente ;
- l'aide des « Arabes » : elle regroupe tous les dons effectués soit par des pays arabes, soit par des associations islamiques ;
- l'aide des ressortissants du canton de Tondikiwindi, résidant à l'extérieur du canton ou même à l'extérieur du pays ;
- l'aide du programme spécial du président de la République du Niger, destinée uniquement aux femmes et aux enfants ;
- l'aide des ONG actives dans la lutte contre la malnutrition, destinée en principe aux enfants malnutris modérés ou sévères.

« Il y a eu deux types d'aide. La grande aide est arrivée en septembre<sup>20</sup> 2005 ; chaque chef de famille a eu deux sacs de riz. La petite aide, elle, est arrivée en même temps que les premières pluies en juin 2005 ; chaque chef de famille a eu quelques *tiya* (une ou deux *tiya*) de gari, de riz, de niébé » (le chef de village de Tondikiwindi). Ce que le chef de village appelle « petite aide » aurait créé de nombreuses frustrations dans le village, malgré la transparence qui a semblé l'entourer : « La petite aide nous a causé des problèmes ; on nous a donné cinq à six sacs pour 495 chefs de famille et plus de 4 000 personnes. Il a fallu rassembler le village pour montrer ces sacs. On a mesuré en *tiya* devant tout le monde et on a divisé entre les 495 chefs de famille. Malgré ça, les populations nous accusent (les dirigeants, les *djine borey*) d'avoir détourné l'aide. Et selon eux, c'est pourquoi très peu de quantité est arrivée chez elles ». Les élites locales (*djine borey*) soupçonnées de détournement, ce sont selon le chef de village : « le préfet, le maire, le chef de canton et moi, ainsi que les autres chefs de village ». B., une femme veuve (chef de ménage du village de Tondikiwindi, 42 ans, cinq enfants), allonge cette liste, et compte : « les parents, beaux-parents, amis et toutes les personnes dans l'entourage des personnes citées par le chef de village ». Pour elle, « c'est ceux-là les *djine borey*, ils ont largement profité de la crise : quand l'aide arrivait, les *djine borey* remplissent leur maison avec et ne nous donnent que des miettes mesurées dans *sataray koda* (« le cadet des dames ») ; on te donne deux mesures de *sataray koda* pour deux personnes pour un mois de consommation. Jusqu'à l'arrivée du PAM, les *djine borey* nous ont mangé, ils ont tué même. Ils vont en ville prendre des vivres en notre nom, alors qu'ils ne nous donnent rien. Il y en a qui ont construit des villas. Quand le PAM est arrivé, on était enchanté ; j'ai crié " *barka* " (Dieu soit loué). »

---

<sup>19</sup> Le comité *ad hoc* national pour la gestion de la crise alimentaire a été créé le 20 juin 2005 par le Premier ministre (arrêté n° 00066/CAB/PM). Il est chargé, avec l'appui technique de la CCA, de la réception de l'aide d'urgence, de sa répartition et de son suivi. Ce comité est représenté au niveau régional et, en principe, au niveau départemental et communal. Pour la distribution des dons, le comité *ad hoc* comprenait des autorités administratives, des élus locaux, des membres de partis politiques et des organisations de la société civile.

<sup>20</sup> Le maire de Tondikiwindi et le chef de canton la situent en juillet-août 2005.

La gestion de l'aide passée par le comité *ad hoc* et celle de la vente à prix modéré auraient profité aux *djine borey* (les élites locales) et à leurs proches. On note par exemple que dans le comité de gestion de la vente à prix modéré, le chef de canton est président d'honneur, son oncle est le magasinier, un de ses frères est président du comité de gestion, sa nièce en est la trésorière, ...

La « petite aide » serait arrivée en trois fois.

« La première fois, notre village a eu 7 sacs de riz et 3 sacs de niébé en juin 2005. La deuxième fois, on a eu 14 sacs de riz, 5 sacs de gari, 3 sacs de niébé ; c'était en juillet 2005. La troisième fois, on a reçu 7 sacs de riz, 4 cartons de maca<sup>21</sup>, 5 cartons de dattes, 3 sacs de gari en juillet aussi. » (Le chef de village de Tondikiwindi).

La chaîne de distribution des vivres est relativement longue lorsqu'elle passe par le comité *ad hoc*. L'aide passe d'abord par le préfet, puis par le maire, puis par le chef de canton, qui la répartit ensuite entre les chefs de village, qui eux-mêmes font le partage de la quantité reçue entre les chefs de quartiers ; et « le chef de quartier répartit entre les membres de son quartier » (le chef de village de Tondikiwindi).

La procédure est différente lorsque ce sont les ONG qui effectuent la distribution (dans ce cas, le nombre d'intermédiaires est réduit ou nul). Le PAM a ainsi procédé à une DAG par le canal de l'ONG nigérienne ABC Ecologie dans une partie des villages du canton de Tondikiwindi et de Ouallam, ainsi que par le biais de l'ONG Plan Niger (bien que cette ONG<sup>22</sup> n'intervienne pas officiellement dans le département de Ouallam pour éviter un dédoublement d'actions ou des conflits de compétence avec World Vision qui propose les mêmes services aux populations). La distribution en deux phases (par deux canaux différents) a été comptabilisée comme deux aides par les villageois de Tondikiwindi.

« La grande aide est arrivée deux fois. La première fois en septembre 2005 : deux sacs de riz de 50 kg (100 kg) par chef de famille. La deuxième fois en octobre 2005 : un sac et demi de riz (75 kg) par chef de famille. » (Le chef de village de Tondikiwindi).

Malgré les quantités relativement importantes, cette arrivée a été « tardive ».

« Quand elle arrivait, la faim avait déjà diminué. Si la distribution était à refaire, j'aurais proposé de décembre 2004 à janvier 2005. C'était pénible, car l'attente était longue. » (Le maire de la commune de Tondikiwindi).

Les distributions du PAM (*via* les ONG) étaient destinées aux chefs de ménage, sur la base de la présentation du livret de famille.

« Les ONG viennent à la mairie, prennent les matrices et établissent les plans de distribution. C'est transparent. » (Le maire de la commune de Tondikiwindi).

« Le livret de famille s'imposait parce que les bailleurs nous demandaient de fournir des preuves : « quantité reçue, quantité distribuée, quantité restante ». Il ne faut pas donner à n'importe qui, il faut des preuves. Si tout le monde n'a pas de carte nationale d'identité, au moins chaque chef de famille a un livret sur lequel figure le nom et le nombre des personnes à charge. » (Un agent distributeur).

---

<sup>21</sup> Maca est le diminutif de macaroni. Cette appellation désigne ici toute forme de pâtes alimentaires.

<sup>22</sup> Une répartition géographique des ONG ayant les mêmes activités a été réalisée dans l'espace nigérien ; chacune a à sa charge une zone bien déterminée, pour éviter les conflits de compétence : « On fait en sorte qu'il n'y ait pas de duplicata entre les intervenants, pour éviter que tout le monde fasse la même chose » (Le directeur départemental de l'aménagement du territoire et du développement communautaire à Ouallam). Avec l'urgence néanmoins, cette règle a parfois été enfreinte.

Bien que le livret de famille ait été utilisé aussi bien pour la VPM que pour les DAG ainsi que pour d'autres formes d'aide, il ne l'a pas toujours été de la même manière. Ainsi, pour l'aide versée par les pays et ONG arabes, il était tenu compte du livret de famille non pas pour distribuer aux chefs de ménages, mais pour répartir les vivres au sein de la famille.

« Chaque deux personnes ont des mesures de riz, de sucre et d'huile ; ils ont des paquets déjà faits. » (Yssoufou Y., imam de Tondikiwindi).

Les « Arabes » sont « venus le 29 septembre 2005 avec 10 kg de riz, 5 kg de maïs, 1 litre d'huile pour chaque chef de famille. » (Le chef de village de Tondikiwindi).

Pour les distributions du PAM par l'intermédiaire de l'ONG ABC Ecologie, « tu montres ton livret de famille, tu reçois deux sacs de 50 kg de riz chacun. C'est ainsi que plusieurs membres d'une même famille se sont fait délivrer le livret à la mairie. Même si tu viens avec la carte de ton frère en exode, tu prends sa part. La femme peut venir avec la carte de son mari en exode ; on la sert. » (Le chef de l'OLD Al Barka, ayant effectué une partie des distributions pour ABC Ecologie).

Le livret de famille<sup>23</sup> était d'une importance stratégique durant les distributions, et plusieurs en ont profité pour se détacher de la « marmite » familiale (*kusu fo*) pour créer leur propre unité de consommation.

M. est la deuxième femme de son mari. Elle avait deux coépouses dont une (la première) est décédée en laissant des enfants, la seconde a également des enfants. Avant l'invasion acridienne, tous partageaient un seul foyer (*kusu fo* littéralement « une marmite ») qui s'est divisé en trois par la suite : « Ma coépouse et moi, on faisait la cuisine à tour de rôle pour toute la famille. Même dix *tiya* ne suffisaient pas pour la famille. Avec les criquets, on a éclaté le foyer en trois (*kusu hinza*) : celui des enfants de ma défunte coépouse, celui de celle qui vit avec ses enfants, et le mien avec mes enfants. Ca nous fait des économies. On gaspille moins. Deux *tiya* suffisent à mes cinq enfants et moi. »

Le livret de famille a également été d'une importance stratégique pour le nouveau conseil municipal, qui a profité de cette opportunité non seulement pour déterminer le nombre de ménages imposables, mais aussi pour recouvrer des arriérés d'impôts.

« Quand quelqu'un se présente, il montre le livret. Il y avait le maire ou le vice-maire. Si tu as des arriérés d'impôts, tu les payes d'abord avant de recevoir tes deux sacs. Des frères d'une même famille qui voulaient avoir des sacs – parce que chacun est marié – ont dû chercher leur livret. Ca a été une manière astucieuse de recouvrer les impôts (700 FCFA par personne par an), de recenser la population et de renflouer les caisses de la mairie. Ca a été l'occasion pour les femmes veuves chefs de ménage de s'enregistrer comme tel. » (Un agent distributeur).

Une exception a été faite pour les Peuls nomades, non détenteurs d'un livret de famille.

Un chargé de distribution rapporte : « Je n'ai pas distribué dans beaucoup de villages, mais comme on tenait à ce que les vrais destinataires soient bénéficiaires de l'aide, j'ai dû aller par exemple les jours de marché de Mangaïzé distribuer aux Peuls de T. P. car on ne sait pas exactement où ils sont, ce sont des nomades, ils ne sont pas fixes. J'ai dû donc faire trois semaines de suite pour les rencontrer au marché de Mangaïzé.

Q : Comment vous les reconnaissez ?

R : À travers le chef du village, c'est lui qui connaît ses administrés.

Q : Il réside là-bas ?

R : Non, il vient aussi pour la circonstance.

Q : Il a été convoqué ?

---

<sup>23</sup> En principe, il est obtenu à 1 000 FCFA à la mairie (prix du timbre).



R : Oui, on lui a adressé une correspondance des jours à l'avance pour lui dire d'informer ses administrés de la distribution, mais comme ils sont dispersés, ils ne peuvent pas avoir l'information au même moment.

Q : Ils viennent aussi avec leur carte de famille ?

R : Oui, mais il y en a qui n'ont pas la nouvelle carte là, puisque avec la distribution, les gens vont à la mairie prendre des nouvelles cartes. Mais avec tout cela, on leur donne puisque leur chef les reconnaît comme ses administrés. La règle de la carte ne s'applique pas forcément à tout le monde, il y a des exceptions.

Q : Ils ont quelle carte ?

R : C'est une carte jaune. C'est pour ça que la personne du chef du village est très importante.

Q : C'est avec les Peuls seulement que vous avez fait ça ?

R : Oui. »

Les quantités importantes distribuées pour le compte du PAM ont incité ceux qui ne détenaient pas de livrets de famille à s'en procurer.

« Le PAM a apporté du riz. La première fois, c'était deux sacs de 50 kg par ménage (livret). On n'avait pas encore épuisé ce stock quand les Arabes sont venus nous donner du riz, du maïs et du sucre. Le PAM est revenu une seconde fois avec du riz brisé, du riz entier et du maïs. Ils ont distribué en fonction du nombre de personnes dans le ménage. Il y en a qui ont eu des sacs. Si on te donne du maïs, tu n'as pas de riz. Si on te donne du riz brisé, tu n'as pas de riz entier ou de maïs. Ils sont venus avec leurs propres agents distributeurs. Ils sont restés jusqu'à la fin. » (B., une femme chef de ménage, veuve, du village de Tondikiwindi).

La présence de nombreux projets et donateurs a contribué à faire fructifier les activités de vente d'aliments complémentaires aux denrées distribuées.

B. dit avoir réalisé d'importants bénéfices dans son commerce de galettes et de beignets : « Les étrangers arrivent à tout moment, ils achètent. Moi, j'avais seulement 7 500 FCFA quand l'aide du PAM est arrivée. Avant la fin des distributions, j'avais gagné 30 000 FCFA. C'est l'aide qui m'a permis d'économiser, sinon j'allais dépenser tout mon argent en vivres. »

Les ressortissants du canton de Tondikiwindi auraient apporté une forte contribution lors de la crise alimentaire 2005 : trois tonnes de céréales et un million de FCFA.

Trois ressortissants, « des opérateurs économiques<sup>24</sup>, ont, à titre personnel, procédé à des DAG. Il y en a même un, très célèbre, qui a été le premier à distribuer dans les villages, même quand ce n'est pas son village. » (Un agent d'une ONG intervenant dans le canton de Tondikiwindi).

Tableau 3. Dons reçus par la population du village de Tondikiwindi

| Appellation locale       | Périodes de distribution   | Origine probable | Identité du distributeur   | Articles distribués | Quantité       |            |                                 | Cible                                  |
|--------------------------|----------------------------|------------------|----------------------------|---------------------|----------------|------------|---------------------------------|--|
|                          |                            |                  |                            |                     | Pour le canton | Le village | Par famille                     |  |
| « Grande aide » (2 fois) | Septembre 2005             | PAM              | ABC écologie et Plan Niger | Riz                 | -              | -          | 1 sac et demi (75 kg)           | Chef de famille ou de ménage si livret |
|                          | Octobre <sup>25</sup> 2005 |                  |                            |                     | -              | -          | 2 sacs de riz de 50 kg (100 kg) |  |

<sup>24</sup> Et surtout politiques.

<sup>25</sup> Selon le chef de canton et le maire, la première « grande aide » serait arrivée à la fin du mois de juillet ou au début du mois d'août 2005.

|                                     |                          |  |   |  |  |  |   |  |
|-------------------------------------|--------------------------|--|---|--|--|--|---|--|
| « Petite aide » (3 fois)            | Juin 2005                | Comité <i>ad hoc</i> national                      | Comité <i>ad hoc</i> local (chefs de canton, de village, maire,...) | Gari, riz, niébé, <i>maca</i> .  | -  | 7 sacs de riz et 4 cartons de <i>maca</i> , 5 cartons de dattes, 3 sacs de <i>gari</i> . | 1 ou 2 <i>tiya</i> de céréales, quelques dattes | Chef de famille  |
|                                     | Juillet 2005             |  |   |  | -  | 14 sacs de riz, 5 sacs de <i>gari</i> et 3 sacs de niébé.                                | Quelques <i>tiya</i>                            |  |
|                                     | Juillet 2005             |  |   |  | -  | 7 sacs de riz et 3 sacs de niébé.  | 1 ou 2 <i>tiya</i>                              |  |
| Les « Arabes »                      | Le 29 septembre 2005     | ?  | Les « Arabes » eux-mêmes  | Riz, maïs, huile.  | -  | -  | 10 kg de riz, 5 kg maïs, 1 litre d'huile.       | Chef de ménage   |
| Les ressortissants de Tondikiwindi  | ?                        |  | Le comité <i>ad hoc</i> local                                       | Céréales (riz, sorgho).  | 3 tonnes de céréales et 1 million de FCFA. | -  | -   | Chef de famille  |
| Aide spéciale du président (5 fois) | Février à août 2005      | Le programme spécial du président de la République | Le comité <i>ad hoc</i> local                                       | Biscuit, lait en poudre, farine de manioc, <i>maca</i> , dattes, moustiquaires, etc. | -  |  |   | Femmes et enfants « quel que soit l'âge de l'enfant » (selon le maire) |
| MSF Espagne                         | Juillet à septembre 2005 |  | Agents MSF + CSI  | Huile, sucre, Unimix <sup>26</sup> , CSB <sup>27</sup> , savons.                     | -  |  |   | Enfants malnutris  |

Source : entretiens avec les habitants de Tondikiwindi, enquête de terrain, LASDEL, 2006.

<sup>26</sup> Farine enrichie en vitamines et minéraux.

<sup>27</sup> Corn soy blend, soit un mélange de céréales (blé, maïs) et de soja.

### 3. Une situation nutritionnelle peu alarmante malgré le déficit alimentaire chronique

Les entretiens menés aux centres de santé intégrés (CSI)<sup>28</sup> de Mangaïzé, de Tondikiwindi et à l'hôpital de district de Ouallam (où il existe un centre de récupération nutritionnelle intensive (CRENI)) laissent entrevoir qu'il y a vraisemblablement eu peu de malnutris dans le canton de Tondikiwindi. Peu de personnes l'évoquent, aussi bien parmi les femmes que parmi les hommes. On note par ailleurs que même le personnel de santé n'en parle que lorsque la question est abordée. Pourtant, une enquête dont le résultat est paru en septembre 2005 décrit « une situation nutritionnelle alarmante » (Grandesso *et al.*, 2005, p.3). On constate une véritable « guerre des chiffres » autour de la même cible et de la même zone d'enquête. L'enquête de Grandesso et Behnam indique un taux de 15,3 % pour la malnutrition globale selon les critères de Médecins sans frontières (MSF), alors que selon les critères du nouveau protocole national de prise en charge, la malnutrition globale n'est que de 10,5 %. Par ailleurs, cette même enquête trouve un taux de 1,8 % pour la malnutrition sévère contre 1,4 % selon les critères du nouveau protocole national de prise en charge. Elle conclut enfin : « La réponse actuelle de MSF ne couvre qu'une partie des besoins de la région. Le lobbying pour la poursuite et l'élargissement de la couverture géographique de la prise en charge des enfants malnutris est à faire et des distributions générales de nourriture sont à envisager » (Grandesso *et al.*, 2005, p. 3). Le novice en nutrition reste perplexe devant une telle affirmation au sortir d'entretiens sur le terrain : s'agit-il de la même zone ?

« Il n'y a pas beaucoup de malnutris. Islamic Relief est venu avec les savons pour attirer les mamans. Quand tu viens avec ton enfant ou tes enfants, on les pèse, on les toise. Qu'ils soient malnutris ou non, nous, on te donne deux savons, quel que soit le nombre d'enfants que tu amènes ici. » (Une infirmière du canton de Tondikiwindi).

A.Y., mère d'un enfant dépisté malnutri, raconte comment elle a été informée de la distribution des savons : « C'est au puits que j'ai appris auprès d'autres femmes que les infirmières ont dépêché quelqu'un à moto dans notre village. On dit qu'elles ont demandé de venir avec les enfants pour prendre du savon le samedi. L'envoyé aurait précisé de ne pas venir avec les enfants qui ont dépassé l'âge d'être pesé ou qui ne peuvent pas rentrer dans *fanga* (la toise). Je suis venue avec ma fille parce qu'elle est la plus petite, alors que c'est son grand frère qui était malade (il avait *tchabi* : c'est un enfant qui est maigre jusqu'à avoir le cou tordu). On nous a dit que les infirmières cherchent les enfants qui sont maigres, qui ont perdu du poids. C'est ma deuxième visite au CSI ce samedi. Les infirmières m'ont dit de venir chaque deuxième samedi. »

Malgré les actions de ce type visant à attirer les mères, les cas de malnutrition constatés sont relativement peu importants. Par ailleurs, il est peu probable que les femmes contournent les CSI pour aller directement dans une structure de santé de la ville de Ouallam, distante de 18 km...

« Tout récemment, on a fait un dépistage pendant 5 jours, du 20 au 24 mai 2006. On a distribué 80 cartons de savons. Plus de 1 200 enfants sont venus, parmi lesquels 62 malnutris dont 2 sévères. » (Une infirmière du CSI de Tondikiwindi).

MSF est arrivé « en 2005 avec la crise alimentaire. Ils ont cherché les malnutris en juillet, août et septembre 2005. Ils ont trouvé des malnutris qu'on a référés au CRENI de Ouallam. » (Un agent de santé).

---

<sup>28</sup> Les deux CSI du canton de Tondikiwindi font partie des cinq centres de récupération nutritionnelle ambulatoire (CRENA) ouverts par la section espagnole de MSF dans le département de Ouallam.

« Avant l'arrivée de MSF, nous on n'était pas figé sur la malnutrition. On n'avait pas assez de cas de malnutrition. Mais avec MSF et avec le nouveau protocole, on a des malnutris. » (Un autre agent de santé).

Les différentes approches des intervenants ont suscité des frustrations ou des dérives. Un agent compare ainsi l'approche de MSF avec celle du PAM (dont il avait vécu l'expérience de prise en charge en 2000 dans un autre CSI), puis celle de MSF avec celle de Islamic Relief Service, qui a succédé à MSF Espagne :

« En 2000, j'étais dans un autre CSI où j'étais chargé des malnutris. Il y avait le PAM. Ce programme du PAM a été supprimé depuis 2003. On a donc arrêté la prise en charge des malnutris. Quand une femme vient avec son enfant malnutri, on lui donne des conseils d'hygiène et de diététique : griller et piler le mil pour avoir une farine dans laquelle on met un peu d'huile et une petite quantité de sucre. C'est comme ça qu'on a fait de 2003 à 2005. Sous le PAM, c'est moi qui faisais le dépistage des malnutris avec mes critères. Or avec MSF, c'est eux-mêmes, avec leurs volontaires, qui détectent les malnutris et ils donnent les rations. Avec le PAM, chaque trois mois, il nous envoyait des rations et il nous fixait le nombre d'enfants malnutris à détecter dans le mois ; il en fallait 33 (malnutris). Parfois, on n'a même pas les 33. Quand MSF est arrivé, ils plaçaient un bracelet pour reconnaître les malnutris. En arrivant, Islamic Relief a pris 10 des 16 CSI de la zone pour la prise en charge des malnutris. Ils nous ont dit de prendre des enfants dans un rayon de 15 km. Il n'y a pas de signe d'identification du malnutri. Le risque est grand que le même enfant revienne plus d'une fois chez nous, mais puisque le gestionnaire et le manœuvre sont originaires d'ici, ce sont eux qui reconnaissent les gens. Les mamans viennent sans carnet. On a des cas maintenant où un même enfant malnutri est enregistré deux fois ; les mamans font ça pour avoir deux rations. »

L'agent de santé dénonce également les ruptures de stocks des rations et l'absentéisme du superviseur, agent de Islamic Relief Service : « Actuellement, chaque samedi de 9h à 13h, nous faisons des dépistages et donnons les rations. Mais la semaine dernière, on n'a pas fait de dépistage parce qu'il y a eu rupture de stock. Les différents dépistages se font en présence du superviseur mais parfois, il ne vient pas. »

Les enfants identifiés comme malnutris ont deux appellations (qui changent d'un centre à un autre).

« On dit *zankay fabay*, ça veut dire enfant maigre, enfant qui a perdu du poids, enfant qui a fondu. Il y a aussi *haray ize* qui signifie un enfant dominé par la faim ou la famine ; on utilise peu ce terme parce qu'il est péjoratif, c'est même une insulte. » (Une infirmière de Tondikiwindi).

Le major du CSI de Mangaïzé (« l'un des CSI pourvoyeur de malnutris » selon un médecin responsable au district sanitaire de Ouallam), précise : « Ici, on utilise des expressions claires. On dit : « Ton enfant n'a pas de vitamines » ou bien « Il ne mange pas d'aliments variés » (*a gonda gazeyan tinnan nda hari*). Ça veut dire en clair que l'enfant a un déficit de poids. S'il présente des œdèmes ou complications, on dit la même chose que précédemment, mais on ajoute « *a laala* » pour dire que c'est sévère. »

Les femmes zarma, elles, n'ont pas de dénomination pour la malnutrition. Elles utilisent des termes en fonction des situations. Par exemple :

- « *a mana kungu* » : il n'est pas rassasié ou il est malade de faim ;
- « *nasu ize* » : c'est l'enfant sevré précocement parce que sa mère est retombée enceinte, et qui en est malade.

Les mères d'enfants malnutris reçoivent de l'huile, du sucre, de l'unimix et du CSB. Lors d'une séance de dépistage de malnutris au CSI de Tondikiwindi suivie d'une distribution de savons, l'équipe d'enquête a constaté que toutes les mères sont arrivées avec un *tagala* (sorte de porte-bagages en forme de balance : un bois aux deux extrémités duquel est attaché un filet), probablement dans l'espoir de retourner avec des vivres.

L'année 2005 aura été bonne pour les enfants malnutris dont les mères fréquentaient les centres de récupération nutritionnelle installés pour l'occasion dans les CSI. Ils y ont en effet reçu gratuitement des soins et des vivres, et leur famille a pu recevoir des vivres grâce à eux. Les CSI de Mangaïzé et de Tondikiwindi, qui en temps normal ne connaissent une affluence qu'au moment des pics de paludisme, n'ont jamais été aussi fréquentés.

« Si ce n'est pas pour les consultations prénatales (gratuites), rares sont les femmes qui viennent ici pour maladie ou accouchement. Dans le trimestre, on reçoit environ dix femmes seulement. On n'a pas beaucoup d'activités ; parfois à partir de 10h, on a fini les curatifs. » (Une infirmière).

La sous-fréquentation des CSI peut s'expliquer par le système de recouvrement des coûts. Le tableau 4 indique les tarifs pratiqués au CSI de Tondikiwindi.

Tableau 4. Tarification des soins au CSI de Tondikiwindi

| Catégories                              | Tarifs (FCFA)                     |
|---|-----------------------------------|
| A. Curatifs adultes (+ de 5 ans)        | 700                               |
| B. Curatif enfants (0 à moins de 5 ans) | 450                               |
| C. Consultation prénatale               | 700                               |
| D. Accouchement                         | 700                               |
| E. Hospitalisation                      | 2 000                             |
| CN Vaccination Planning familial        | Gratuites                         |
| Indigents                               | Sur décision du comité de gestion |
| Carnet de santé                         | 100                               |

Source : CSI de Tondikiwindi.

En revanche, la mobilisation de MSF Espagne au cours « l'année des criquets » a contribué à la forte fréquentation des CSI, du fait de la gratuité et des vivres proposés.

« Des ONG sont venues au secours des enfants. MSF d'abord, Islamic Relief ensuite. MSF était basé à Ouallam de juillet à septembre 2005 (trois mois). Ils viennent au CSI chaque mardi pour Tondikiwindi et chaque jeudi pour Mangaïzé, ils identifient les malnutris et donnent des rations alimentaires. Les enfants non malnutris n'étaient pas concernés. » (Le maire de la commune de Tondikiwindi).

Cette sélection n'a pas plu à de nombreuses mères de famille.

« Il y a eu beaucoup de mécontentements. Les femmes venaient se plaindre chez moi parce qu'on les a refusé pour enfant non malnutri ou trop âgé. » (Le maire de la commune de Tondikiwindi).

« Quand on annonce à une femme que son enfant n'est pas malnutri, elle se fâche. Certaines femmes nous insultent ; elles pensent qu'on ne veut pas leur donner la ration. Il y en a même qui nous lancent des défis. Elle dit « que tu le veuilles ou pas, mon enfant sera malnutri. » (Une infirmière).

L'aide spéciale du président de la République du Niger, distribuée de février à août 2005 en faveur des femmes et des enfants de Tondikiwindi quel que soit leur état de santé, pourrait avoir créé des confusions<sup>29</sup> chez les mères refoulées lors des dépistages d'enfants malnutris par les professionnels de récupération nutritionnelle. En effet, celles dont les enfants ne sont pas retenus pour l'obtention d'une ration alimentaire ne comprennent pas que des vivres puissent être obtenus tantôt sans critère de malnutrition (aide spéciale du Président), et

<sup>29</sup> Les deux distributions se sont chevauchées, celle du président s'étant tenue de février à août 2005, et celle de MSF de juillet à septembre 2005.

tantôt sur la base même de ce critère (ONG et professionnels de la récupération nutritionnelle). La confusion est d'autant plus grande que les deux types de distribution s'opèrent en un seul et même lieu : le CSI.

« Pendant la crise, la CCA a fait plusieurs distributions par étapes, sur instructions du président de la République, depuis le mois de février jusqu'à août 2005. Le programme spécial du Président était parfois couplé avec les journées nationales de vaccination. Les stocks arrivaient par Ouallam, qui a cinq communes, dont la mienne qui est la plus grande : biscuit, lait en poudre, farine de manioc, *maca*, dattes, moustiquaires, etc. Nous avons reçu des instructions fermes pour les donner uniquement aux femmes et aux enfants, quel que soit l'âge de l'enfant. On a fait ça plus de cinq fois. » (Le maire de la commune de Tondikiwindi<sup>30</sup>).

Lors des distributions de MSF, il y avait de telles affluences que « les femmes ont même arraché la porte du CSI de Tondikiwindi pour bénéficier de l'aide. Il y avait un embouteillage parce que toutes les femmes arrivaient en même temps. » (Le maire de la commune de Tondikiwindi).

L'affluence et les plaintes des femmes sont-elles à interpréter comme signes de l'ampleur d'une crise alimentaire ou de l'existence d'une crise nutritionnelle, ou bien encore de la volonté de capter une aide gratuite ?

### **3.1. De l'importance des « cultures des femmes »**

Il existe une répartition dans la production de cultures produites pour l'alimentation de la famille à Tondikiwindi : de manière générale, les hommes produisent les céréales tandis que les femmes produisent les condiments et légumes nécessaires à la préparation de la sauce.

« Les hommes font le mil, le sorgho et le niébé. Les femmes cultivent l'arachide, le voandzou, le sésame, le gombo, mais aussi les cultures de contre-saison. » (Le chef de village de Tondikiwindi).

L'activité agricole des femmes pendant la saison pluvieuse se dénomme *korsola goy* (travail de saison des pluies) ; celle des cultures de contre-saison s'appelle *djow goy* (travail de saison sèche froide, par opposition à *haynin*, la saison sèche chaude où sont préparés les sols pour l'agriculture pluviale).

Les hommes assurent les céréales pour le dîner, surtout le mil, en général très prisé, ou le maïs lorsqu'ils n'ont pas les moyens de se procurer du mil. C'est une insulte pour un homme en pays zarma de ne pas faire manger sa famille le soir, le dîner étant le repas le plus important, celui qui est partagé par toute la famille. Le repas du soir est celui qui consomme le plus de céréales, car c'est l'un des moments privilégiés de consommation de la « pâte » (*kurba-kurba*). Certains ingrédients de la sauce (cube ou arôme Maggi, viande, huile, sel) hormis les légumes, sont à la charge de la femme. Les sauces sont préparées de la même façon quelle que soit la catégorie de vulnérabilité ; seule la composition change parfois (plus d'huile ou de viande).

« On trempe le *mari* (ce sont les grains d'oseille fermentés et pilés) dans l'eau. Puis on le délaye, on verse l'eau obtenue dans la marmite. On y ajoute de l'huile quand on en a. On met de la poudre de *gabou* (oignon séché) et du sel. On fait bouillir longtemps pour évacuer l'odeur du *mari* et on ajoute l'arôme maggi. Puis, on met la poudre de gombo ou de baobab. Si on a du *foyeto*, on prépare de la même façon, mais on laisse refroidir le bouillon avant d'y mettre la poudre de *foyeto*. Si on met de la viande, c'est aussi la même préparation sauf qu'on commence par la viande avant l'étape du *mari*. » (Moumeyer, la matrone du village de Tondikiwindi).

---

<sup>30</sup> Le maire est du même parti que le président de la République : le Mouvement national pour la société de développement (MNSD).

On note aussi que le nombre de repas n'a pas changé pour la quasi-totalité des ménages de Tondikiwindi. On mange toujours trois fois par jour :

- pour le repas du matin, ce sont les restes du soir que l'on réchauffe. S'il n'y en a pas, on mange de la bouillie de mil ou de maïs (*koko*) ou bien on achète des beignets ou des galettes ;

- le repas du midi consiste généralement en riz au haricot (*dungunri nda mo*) ou en couscous (*demou*) avec des feuilles (*kopto*) accompagnées de tourteau d'arachide ;

- pour le repas du soir, on mange de la pâte de mil ou de maïs avec de la sauce gombo, *foyeto* ou de baobab.

Entre chacun de ces repas, on peut consommer du *donu* (boule) ou du *koko* (bouillie) ; chaque épouse en prépare pour elle et ses enfants (en prenant soin d'en prélever une part pour son époux<sup>31</sup>). En revanche, on constate que les quantités de mil ont changé pendant la crise, avec une diminution des quantités pour le repas du midi, mais pas du soir où il faut manger et garder le reste pour le petit-déjeuner.

Les enfants n'ont pas eu d'alimentation spéciale.

### **3.2. Le « jardin », bouée de sauvetage pour la famille**

« Notre production agricole ne suffit pas. C'est dans le jardin qu'on gagne beaucoup, même maintenant où c'est difficile (mai-juin 2006). Ce qui est au feu actuellement vient de mon jardin. Depuis longtemps, la pluie n'est pas suffisante et elle se retire tôt, avant même la grenaison. Et depuis, c'est le jardin qui me permet de nourrir ma famille. » (Une matrone).

Aussi, cette année comme pour les années antérieures, le jardin a été la « bouée de sauvetage » de la plupart des familles, en attendant l'arrivée de l'argent des migrants pour l'achat de céréales.

« La pire année sur les quatre dernières, c'est l'année des criquets. Le niébé avait juste commencé à faire des fleurs, le mil avait commencé à faire des grains. Les criquets sont venus, ils n'ont rien laissé. Immédiatement, on s'est rabattu sur les jardins. » (La matrone du village de Tondikiwindi).

Selon le chef de village de Tondikiwindi, « la contre-saison nous a beaucoup aidé ; on en vend pour acheter du mil, on en mange. »

Cette activité de maraîchage est majoritairement pratiquée par les femmes. Néanmoins avec l'invasion acridienne, les hommes restés au village ont rejoint les femmes dans les « jardins » autour de quatre puits. On a même pu constater que le début des travaux de maraîchage a été anticipé.

« En principe, c'est juste après les récoltes que je coupe les buissons pour faire l'enclos de mon jardin. Quand la saison pluvieuse n'est pas bonne, on sent déjà qu'il n'y a aura pas une bonne production ; alors on commence les travaux du jardin plus tôt, c'est-à-dire quand l'école commence. » (La matrone du village de Tondikiwindi).

---

<sup>31</sup> L'homme reçoit autant de parts de bouillie ou de « boule » qu'il a d'épouses ; par exemple, un homme qui a trois femmes recevra trois parts de bouillie ou de « boule ».

Ainsi, d'octobre<sup>32</sup> à mars 2005, les « jardins » ont assuré l'alimentation des familles qui en consommaient les produits au fur et à mesure de leur maturité : choux, carottes, courgettes, courges, tomates...

« Avant que le jardin produise, j'achetais du riz grâce à mon petit commerce de galettes (*fari masa*) ; je prépare le riz blanc, j'y ajoute un peu de sel et de l'huile. C'est tout. Quand le jardin a commencé à produire, ce n'était plus le riz blanc, mais le riz avec *kopto* (feuilles) de chou ou de salade. » (B., une femme chef de ménage, veuve).

Dans certaines familles, certains produits étaient encore consommés longtemps après la fin de la saison maraîchère.

« Le chou, on l'a découpé et on l'a fait sécher. » (Une matrone).

Malgré l'existence de circuits de commercialisation, chaque famille a consommé les produits de son jardin, dont certains ont été adaptés ou ont remplacé des ingrédients culinaires habituels : le chou pour le *kopto*, la courge (*kabuza*) pour la bouillie ou la sauce...

« En ville, les femmes mettent *kabuza* dans la sauce comme légume. Nous ici, on en fait une soupe ou une bouillie, d'abord pour les enfants, mais que tout le monde mange. On découpe *kabuza*, on le fait bouillir dans de l'eau. On y met des tourteaux d'arachide, un peu de piment et une pincée de sel. » (Une matrone).

Le chou<sup>33</sup> a été adapté aux habitudes culinaires. On le prépare comme du *kopto* en le faisant bouillir et en le consommant mélangé à du tourteau d'arachide et un peu de sel ou d'huile, comme cela est habituellement fait pour d'autres feuilles dans le village. La salade, quant à elle, a été consommée crue et mélangée à du *gari* (farine de manioc) et non pas avec du vinaigre comme c'est habituellement le cas. L'arachide produite par les femmes a été largement complémentaire (dans son utilisation sous forme d'huile et de tourteau) des produits maraîchers.

Le maraîchage aurait été introduit dans le village de Tondikiwindi « après la famine de 1984. Désormais, les gens, au lieu de fuir comme en 1984, restent se débrouiller. Maintenant, avec ou sans famine, les gens font la contre-saison. » (Le maire de la commune de Tondikiwindi).

Les produits issus de la culture maraîchère sont essentiellement consommés et peu vendus. Certaines ONG qui appuient la production des cultures maraîchères réfléchissent au passage d'un cycle annuel unique à deux cycles de production, ce qui poserait néanmoins à moyen ou long terme le problème des circuits de commercialisation, si les productions étaient importantes.

On peut donc conclure que les problèmes de malnutrition ne sont pas toujours liés aux mauvaises récoltes, même s'il est certain que les pratiques et habitudes alimentaires au cours des crises changent aussi bien qualitativement que quantitativement. Les enfants ont le même régime alimentaire que les adultes (il n'y a pas de repas spécial pour les enfants). A Tondikiwindi, la consommation des produits de maraîchage par les grands et par les enfants a été salvatrice. Le repas du soir (la pâte de mil, de maïs ou de sorgho) accompagné de sauce, dont certains légumes proviennent des sites maraîchers (chou, courge) et/ou des « champs des femmes » (sésame, arachide, ...) a probablement fortement contribué à l'atténuation de la

---

<sup>32</sup> Les travaux ont commencé en octobre. En attendant la production des maraîchers, certains ont acheté des céréales, d'autres ont consommé des aliments de cueillette, ceux qui pouvaient travailler l'ont fait pour acheter de la nourriture, etc.

<sup>33</sup> Lorsqu'il y en a trop, les femmes découpent le chou et le font sécher afin de mieux le conserver.



situation de malnutrition. De plus, il existe à Tondikiwindi un CSI de type 1 (sans maternité) dont l'accès est facile, bien qu'il soit faiblement fréquenté du fait du recouvrement des coûts.

Le système de *koto* pratiqué à Tondikiwindi induit une solidarité, une obligation d'aide. Lorsque recours est fait auprès d'un membre de la famille, ce dernier peut, même si ce n'est pas à titre gratuit, prêter contre remboursement en travail dans son champ ou en espèces, mais sans qu'aucun intérêt soit exigé.

Autrement dit, il n'existe pas de corrélation directe entre la crise alimentaire et la crise nutritionnelle.

#### **4. De Madarounfa à Tondikiwindi (Ouallam) : deux situations opposées (le « grenier » du Niger contre l'éternel déficitaire)**

##### ***4.1. Deux groupes ethnolinguistiques et culturels, deux destinées, des pratiques différentes : une crise alimentaire plus ressentie et plus exceptionnelle à Madarounfa***

Bien que la crise de sécurité alimentaire qui a touché Madarounfa et Tondikiwindi ait été sévère, on a pu constater que le nombre de personnes affectées a été nettement moins important à Tondikiwindi, qui est pourtant une zone bien plus vulnérable.

Madarounfa est à dominante haoussa, tandis que Tondikiwindi est majoritairement peuplé de Zarma. Si le premier est considéré comme le grenier du pays, l'autre est chroniquement déficitaire au plan alimentaire. La pratique de la claustration des femmes, en voie de généralisation dans la zone de Madarounfa, n'est pas encore répandue à Tondikiwindi. L'Islam est tout de même pratiqué dans les deux zones (avec une population musulmane de part et d'autre).

Un facteur de différenciation important entre les deux zones est l'émiettement des champs de culture à Madarounfa, réservés à la commercialisation, ce qui pénalise les femmes de ce département.

« Les femmes ici (Tondikiwindi) ont facilement des champs, car nos maris ont beaucoup de champs. Le mari qui a trois champs peut en donner un à sa femme. L'homme peut aussi autoriser sa femme à cultiver les condiments pour la sauce aux abords de ses champs. » (Une matrone).

A Tondikiwindi, les femmes ont non seulement accès à la terre par le mariage ou par héritage, mais elles sont également productrices. En effet, le fait qu'elles ne soient pas cloîtrées leur permet de s'impliquer directement dans l'agriculture.

« Le seul problème de la femme, tu dois faire la cuisine pour aller donner à ton mari au champ. Ce jour-là, tu es obligée de délaissier momentanément ton champ. » (Une matrone).

Dans certains villages de Madarounfa, le strict contraire est observé. De nombreux hommes refusent que leurs femmes sortent de la concession. Même lorsque celles-ci ont un champ, elles ne peuvent le mettre en valeur que par procuration. Les femmes de Tondikiwindi ont ainsi l'avantage de pouvoir produire les condiments utilisés pour la sauce, tandis que celles de Madarounfa sont réduites à l'achat de condiments. De ce fait, il est évident que moins les femmes ont d'argent, moins la sauce qui accompagne les céréales sera de bonne qualité. De plus, la pratique du rationnement n'est pas la même dans les villages de Madarounfa et de Tondikiwindi. Dans le premier cas, une certaine quantité de céréales est donnée par l'homme à sa ou ses épouses à la récolte. Les femmes devront gérer cette « provision » jusqu'à la prochaine saison pluvieuse. En cas de rupture de stock, elles devront recourir à d'autres moyens (petit commerce autour de la restauration<sup>34</sup> ou d'autres activités). Dans le second cas, l'homme remet chaque jour, ou selon une périodicité qu'il s'est fixée dans la semaine (par exemple le tour de cuisine d'une épouse), la quantité de céréales requise pour l'alimentation de la famille ou du ménage.

---

<sup>34</sup> Les femmes claustrées restent dans la concession et donnent la marchandise à vendre à des enfants qui font le tour du village. Toutes les femmes (claustrées ou non) qui exercent cette activité prélèvent une partie de ce qu'elles vendent pour la consommation de leurs enfants.

La bipolarisation et la forte pression foncière observées à Madarounfa et qui ont pour effet d'assujettir les plus pauvres n'existent pas encore à Tondikiwindi, où les terres sont encore disponibles.

La spéculation, qui semble être une caractéristique de la zone de Madarounfa, n'est pas encore très répandue dans le canton de Tondikiwindi. Les prêts usuraires y sont faiblement pratiqués au contraire de la zone de Madarounfa, et seul le montant ou la quantité empruntée sont remboursés.

« Si tu as pris trois ou quatre sacs de mil, tu rembourser l'équivalent en nombre de bottes de mil ou en grains, sans surplus. On le fait sans surplus parce que c'est une forme de secours du commerçant au villageois, que le commerçant soit autochtone ou non. C'est comme ça pour tout le monde. L'essentiel est qu'il ait ta confiance. » (Un jeune de Mangaïzé).

#### Etude de cas : un prêt à rembourser à la récolte (*faka-faka*)

Pendant la « crise » de 2004-2005, S.H. (l'emprunteur) porte plainte devant le chef de village zarma de Mangaïzé (canton de Tondikiwindi) contre Y.F. (le prêteur), qui lui-même a convoqué S.H. chez un huissier. Ce dernier effectue chaque semaine le tour des marchés pour exercer sa profession.

« Moi (S.H.), je vendais le mil de Y.F. ici à Mangaïzé. J'ai pris deux sacs de mil avec lui à 15 000 FCFA le sac (soit 30 000 FCFA) parce que le mil n'était pas de bonne qualité, et les gens refusaient de l'acheter ; c'était du mauvais mil. Je devais rembourser les 30 000 FCFA à la récolte. Ma récolte n'a pas été bonne. J'étais contraint de quitter le village en octobre 2004, deux jours après la fête de Ramadan. J'étais parti en exode dans le Songhaï (où je vends des vêtements). Je suis revenu cette année, il y a un mois et demi. Y.F. en me voyant a réclamé son argent. Je lui ai dit que je n'ai pas encore trouvé. A ma grande surprise, il m'a dit de payer 52 500 FCFA, soit 22 500 FCFA de plus que le montant du crédit. Il m'a convoqué chez l'huissier ; ce dernier réside à Ouallam, mais les jours de marché (jeudi), il vient ici. J'ai payé 25 000 FCFA. Pour moi, il me reste 5 000 FCFA à rembourser. Lui, mon créancier, prétend qu'il reste 22 500 FCFA. Je ne suis pas d'accord. Tout ça, c'est l'effet de la famine. Je suis venu voir le chef de village, qui a convoqué Y.F. pour lui donner des conseils et pour lui dire de patienter (*suru*) pour les 5 000 FCFA restant. Y.F. refuse. Il dit qu'on s'est entendu sur 52 500 FCFA qui incluent les frais d'huissier. Je parie que c'est un complot ». Le chef de village, lui, explique : « Moi, je suis convaincu que S.H. n'a rien, il n'a pas d'argent. Sinon, il allait rembourser la totalité des 52 500 FCFA au nom de la paix. Mais eux-mêmes ils ont tout gâté, ils ont fini leur parole avant de venir chez moi ; ils sont allés chez un huissier. » Le chef de village n'a pas apprécié d'avoir été court-circuité.

#### **4.2. Une arrivée des secours plus rapide à Tondikiwindi qu'à Madarounfa (Ouallam)**

Suite à l'invasion acridienne, le canton de Tondikiwindi a été déclaré déficitaire à 95 % (c'est le canton le plus déficitaire du département de Ouallam). Les criquets « providentiels » ont attiré de nombreux intervenants dans la zone et ont entraîné la mobilisation d'importants secours, aussi bien de la part des ONG et projets de développement, que de la part des humanitaires et des ressortissants originaires de la zone. Les interlocuteurs sont unanimes pour signaler que c'est la partie du canton au Nord de Mangaïzé qui aurait le plus souffert de son enclavement, la zone la plus éloignée étant située à 105 km du chef-lieu de canton et l'accès n'étant donné que par des pistes difficilement praticables.

« La faim ne peut tuer personne ici grâce aux blancs, grâce au PAM. Ce sont des noirs qui viennent ici au village, mais je suis sûre que ce sont les blancs qui les envoient parce que le Niger n'a pas d'argent. » (Mme B. Y., femme chef de ménage à Tondikiwindi, vendeuse de beignets).

Pour le département de Madarounfa, réputé être le grenier du Niger, les personnes extérieures à la zone n'ont pas spontanément perçu la crise alimentaire : les villages de Madarounfa ont été « victimes » des bons indicateurs de la zone (bonne pluviométrie, bonne production,...). Ils doivent les secours aux centres de récupération nutritionnelle, qui ont tiré la sonnette d'alarme face au nombre important d'enfants malnutris dans les CRENI et CRENA, et qui en ont déduit qu'une situation de crise alimentaire était sous-jacente à la crise nutritionnelle.

A Madarounfa, les populations avaient épuisé toutes leurs stratégies avant l'arrivée tardive des premiers secours, tandis qu'à Tondikiwindi, l'arrivée rapide des secours a freiné l'émigration.

« S'il n'y avait pas eu secours, nous-mêmes on n'allait pas rester. Il y aurait eu dépopulation. Les villages allaient se vider de tous les bras valides. Nous, on allait rester pour travailler avec qui ? » (Un agent d'une ONG intervenant dans le canton de Tondikiwindi).

#### **4.3. Des taux de malnutrition plus élevés à Madarounfa**

Aujourd'hui, le Niger ne dispose pas d'un système solide de collecte et d'analyse des données relatives à la nutrition. Pour la plupart, les données utilisées pour tirer la sonnette d'alarme sont parvenues des centres de récupération nutritionnelle, sur la base de leurs chiffres d'admission. Ce sont ces données qui ont premièrement révélé la crise nutritionnelle puis la crise alimentaire. Il est donc difficile de faire une comparaison à partir des chiffres actuels.

Au moment des enquêtes, l'activité du CRENI de Ouallam était au ralenti. Ce centre de récupération nutritionnelle est intégré à l'hôpital de district, alors que le CRENI de Madarounfa est isolé de l'hôpital du district.

A Tondikiwindi, bien que l'on consomme de la bouillie ou de la boule, le nombre de repas est resté inchangé malgré la crise. Pour les plus vulnérables, le repas du midi a pu être supprimé mais celui du soir reste assuré avec consommation de la pâte (*kurba kurba*). A Madarounfa en revanche, l'équivalent du *kurba kurba*, le *tuwo*, a disparu du régime alimentaire des plus vulnérables (où il n'est plus consommé qu'une fois par semaine ou par mois, voire seulement les jours de fête), tandis que la consommation de bouillie (*kunu*) et de « boule » (*fura*) prend le dessus.

La gestion des récoltes et l'organisation du travail à Tondikiwindi a semble-t-il été un atout pour contenir la malnutrition. Ainsi, les cultures de maraîchage des femmes de Tondikiwindi ont permis une certaine variété de l'alimentation, bénéfique aussi bien pour les enfants que pour les adultes, tandis qu'à Madarounfa, les produits de jardin ont été vendus et non autoconsommés. De la même manière, ce sont les femmes à Tondikiwindi qui produisent l'arachide, production qui sera d'abord autoconsommée, tandis qu'à Madarounfa, c'est l'homme qui produit les arachides et les vend, arachide que les femmes achèteront pour produire et vendre l'huile et les tourteaux.

## **Conclusion**

Dans le village de Tondikiwindi, la conjonction de comportements et de stratégies, aussi bien individuelles qu'humanitaires ou gouvernementales ont paradoxalement permis de rendre l'année 2004-2005 moins difficile au plan alimentaire que d'habitude : le déclenchement d'aides exceptionnelles dû à l'invasion acridienne, la cueillette d'*anza* pour subvenir de manière temporaire aux besoins de la population, l'envoi d'argent par les migrants, la VPM, l'investissement précoce des « jardins »,... sont autant de facteurs ayant permis d'endiguer la crise. Par ailleurs, plusieurs familles ont profité des distributions pour se prendre désormais en charge au plan alimentaire en éclatant leur foyer. Enfin, au plan social, les plus vulnérables n'ont eu que peu recours à la mendicité ou à la solidarité familiale.

## *Sigles et acronymes*

|              |  |
|--------------|--|
| ABC Ecologie | Association pour le bien-être collectif et l'écologie    |
| AREN         | Association pour la redynamisation de l'élevage au Niger |
| CCA          | Cellule crise alimentaire                                |
| CRENA        | Centre de récupération nutritionnelle ambulatoire        |
| CRENI        | Centre de récupération nutritionnelle intensive          |
| CSB          | Corn Soy Blend   |
| CSI          | Centre de santé intégré                                  |
| DAG          | Distribution alimentaire gratuite                        |
| FIDA         | Fonds international de développement agricole            |
| HIMO         | Haute intensité de main-d'œuvre                          |
| IRS          | Islamic Relief Service                                   |
| LUCOP        | Projet de lutte contre la pauvreté                       |
| MSF          | Médecins sans frontières                                 |
| ONG          | Organisation non gouvernementale                         |
| PAM          | Programme alimentaire mondial                            |
| PCDII        | Programme de coopération décentralisée, phase II         |
| PDDE         | Plan décennal de développement de l'éducation de base    |
| PMAE         | Programme de mesures anti-érosives                       |
| PSPR         | Programme spécial du président de la République          |
| SAP          | Système d'alerte précoce                                 |
| SRP          | Stratégie de réduction de la pauvreté                    |

## ***Bibliographie***

DELPEUCH, F. (2006), « Evaluation du dispositif de prévention et de gestion des crises alimentaires du Niger durant la crise de 2004/2005 : synthèse concernant les aspects nutritionnels », in EGG, J. *et al.*

EGG, J., D. MICHIELS, R. BLEIN, et V. ALBY-FLORES (2006), « Evaluation du Dispositif national de prévention et gestion des crises alimentaires du Niger durant la crise de 2004-2005 : rapport principal », République du Niger : Cabinet du Premier ministre, Cellule Crise Alimentaire, IRAM.

GADO, B. (1980), « Le Zarmatarey : contribution à l'histoire des populations d'entre Niger et Dallol Marwi », *Etudes nigériennes*, IRSH, Niamey.

GRANDESSO, F. et D. BEHNAM (2005), « Situation nutritionnelle et mortalité rétrospective dans le district sanitaire de Ouallam, région de Tillabéri, Niger », MSF, Epicentre.

JAFFRE, Y. et J-P. OLIVIER DE SARDAN (1999), *La construction sociale des maladies. Les entités nosologiques populaires en Afrique de l'Ouest*, Presses Universitaires de France, Paris.

KONE, M. (2006a), « Evaluation du dispositif de prévention et de gestion des crises alimentaires du Niger durant la crise de 2004-2005 : enquêtes sur la région de Maradi », in EGG, J. *et al.*

KONE, M. (2006b), « La crise alimentaire de 2005 au Niger dans la région de Madarounfa et ses effets sur la malnutrition infantile : approche socio-anthropologique », LASDEL, Niamey.

MOUMOUNI, G. et M.I. HASSANE (2005), « Commune rurale de Tondikiwindi (TKW) : enquête de référence 2005 », LASDEL, Niamey.

OLIVIER DE SARDAN, J.-P. (2006), Préface, in KONE, M., « La crise alimentaire de 2005 au Niger dans la région de Madarounfa et ses effets sur la malnutrition infantile : approche socio-anthropologique », LASDEL, Niamey.

OLIVIER DE SARDAN, J.-P. (1984), *Les sociétés songhay-zarma (Niger-Mali), chefs, guerriers, esclaves, paysans*, Karthala, Paris.